

le monde  
libertaire

Reconnue par la Fédération internationale  
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

## Les JO sautent sur Paris



**Jeux olympiques**  
Bonne affaire pour le BTP  
Paix sociale assurée!

**Gaymard**  
Le fils du cordonnier n'est  
pas le plus mal chaussé

**Sida**  
Les femmes toujours moins  
égales que les hommes

**Bombe-spotting**  
Action directe contre le  
nucléaire militaire

M 02137 - 1388 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Laissez les hommes absolument libres: ne les mutilez pas - les religions l'ont assez fait. Ne craignez même pas leurs passions: dans une société libre elles n'offriront aucun danger. »

Charles Fourier

**hebdo n° 1388**

du 3 au 9 mars 2005

FOP 2520

# Sommaire



**L'école, précisions**, par Fabrice, page 4

**Déménagement à Bercy**, par Laurent Fouillard, page 4

**JO et Medef**, par M. Frédérique, page 5

**CRS et altermondialistes**, par J.-P. Levaray, page 5

**SIDA**, les femmes aussi ont droit à la parole, par P.S., page 6

Un drôle d'oiseau **cancanier**, par F. Ladriss, page 7

**Bombe-spotting**, stop au nucléaire, page 8

**L'imprimerie nationale** dans la tourmente, par L. Lenoir, page 9

Une **prison** à blouses blanches, par F. D., page 10

**Délires humanitaires**, par P. Pawin, page 11

Prochainement sur Radio libertaire, **Souvenirs de la guerre d'Espagne**, page 12

Athée, **ex-musulman**, par N. Potkine, page 14

**Anarchist Age**, par J. Toscano, page 15

**Berlin** et l'habitat libre par Olynx, page 17

À bas toutes les **prisons** et toutes les **punitions**, par C. Granier, page 18

Des **prisons** à la place des **usines**, par J.P. Garnier, page 19

**Coulaud**, collages et noyaux d'avocats, par C. Ytak, page 20

**FSL à Rouen**, demandez le programme ! page 21

**Radio libertaire**, page 18

**Agenda**, page 23



## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

### Pli fermé

(France)

○ 32 €

○ 61 €

○ 99 €

### Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup> ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépot légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



## Salmigondis préprintanier

L'affaire Gaymard est venue nous rappeler que tous les jours, celles et ceux qui nous gouvernent et gèrent l'économie nous vomissent à la figure et pourtant nous continuons à leur déléguer la gestion de nos affaires. À nous répéter qu'il n'y a plus d'argent pour les retraites, pour sauvegarder le statut des intermittents, pour combler le trou de la sécu (d'ailleurs la réforme de Douste est en train d'agrandir le gouffre), pour l'éducation, pour, pour, pour... on finirait presque par les croire. Malheureusement, la démission de cet ennemi de classe - même si son père était cordonnier - ne fera que laisser la place à une autre enflure. L'arnachement de ces derniers jours, bien orchestré par la presse bourgeoise, ne remet jamais en cause ce système basé sur le pouvoir et le vol perpétuel de la classe laborieuse.

Cette même presse (*Le Monde*) s'acharne sur les musulmans qui viennent en aide aux victimes du tsunami en les accusant d'entrisme islamique. C'est vrai que les pays riches et les multinationales ne font de l'ingérence que par solidarité et pour rétablir la démocratie dans le monde! Pendant ce temps, Borloo continue de mettre en place son plan d'incohérence sociale, qualifié de « subversif » par son premier ministre. Il a peut-être pris en compte les nouvelles préconisations de Raffarin sur le minimum décent pour un logement: désormais le minimum est de quatre-vingt mètres carrés auxquels on peut rajouter vingt mètres carré par enfant. Les mal-logés et les sans-logis restés très modestes jusqu' alors, pourront dorénavant s'appuyer sur des bases claires pour leurs revendications.

Sinon le 10 mars, il paraît que c'est la grève générale. OUI, OUI! Normalement tout va changer. Les ministres vont être virés, le président incarcéré (ah non! il aura plus de prisons), les entreprises utiles autogérées, les lycéens et lycéennes émancipés, le sexisme éradiqué, le nucléaire atomisé et la propriété exterminée. Alors, si vous ne voulez pas manquer ce beau programme révolutionnaire, notez-le sur vos agendas car le 11 mars tout est terminé. Eh oui, faut pas déconner, il y a ce qu'on appelle le principe de réalité. Et puis comme le dit un vieil adage, « si tu veux être logé, pour ça, il faut bosser, OK! Le patron et l'état ne travaillent pas à ta place, tu voudrais pas non plus qu'ils payent le loyer à ta place!

Diable! L'anti-France serait-elle en marche? Il s'agirait, selon la droite et le Medef des manifestations syndicales du 10 mars prochain. La pérennisation actuelle des maîtres des Forges craint-elle à ce point la rue? Que nenni. Ump et droites diverses ont trouvé là un contre-feu idéal aux difficultés immobilières du ministre des Finances et au « mauvais exemple » qu'il donne à la France d'en bas. Le calendrier de la mission exploratoire du Comité olympique veut que justement ce jour-là elle rende visite à la ville de Paris, candidate à l'organisation des JO de 2012.

Le florilège des déclarations vaut son pesant de cacahuètes: « Un mauvais coup porté à la candidature de Paris » (UMP), « Défense des intérêts particuliers ou défense de l'intérêt national, il faut choisir » (Medef), « La grève du 10 mars va-t-elle enterrer le rêve olympique de Paris 2012? » (France Soir), « Paris 2012, la menace des syndicats » (le Figaro)! Piques, fourches et guenilles des grévistes manquent à peine au tableau.

Un Paris révolutionnaire au secours des 35 heures, de l'emploi et du pouvoir d'achat, voilà ce qui gêne gouvernement, patronat et Medef? Tout au moins les états-majors des divers syndicats représentatifs se sont mis d'accord pour battre le pavé d'une manière unitaire ce jour-là (la CFDT s'est ralliée tardivement, et la CFTC n'appelle pas à la grève mais à la manifestation). Le mouvement social poursuit son chemin quoi qu'il arrive. Acceptons-en l'augure.

Sur le front des luttes il n'y a pas que des nouvelles héroïques venant des îlots de résistance, mais aussi de réelles avancées au niveau du monde du travail. Ainsi la réintégration de 328 anciens salariés d'Alcatel réseaux d'entreprise (ARE). En novembre dernier, il y avait eu l'annulation par la cour d'appel de Versailles (eh oui!) de 170 licenciements chez Alcatel Câbles. Là, c'est le conseil des prud'hommes qui a, la semaine dernière, ordonné de réintégrer 328 anciens salariés de l'ARE (devenue Nextirane) licenciés entre 2002 et 2003 au terme d'une fausse externalisation.

Certes, au niveau du droit du travail, c'est une victoire partielle, mais cela a nécessité plus de sept ans de lutte et trois ans de procédure devant le tribunal de grande ins-

tance et les prud'hommes. Sans le soutien de l'organisation syndicale (ici la CGT), cela aurait-il été possible?

Il n'en reste malheureusement pas moins vrai qu'à Alcatel et consorts, de trop nombreux licenciés sont sur le carreau. L'unité du 10 mars est une sorte de « minimum syndical », mais il manque toujours une démarche commune au sujet des délocalisations. Chaque boutique syndicale défendant sa zone d'influence sans trop se préoccuper des autres.

Les enjeux européens, la présidentielle opposent objectivement les forces sociales, même si le jeu est déjà bloqué par la Confédération européenne des syndicats (CES). Le « oui » de l'Espagne pourrait vouloir dire que tout va bien dans la Péninsule ibérique et que ça irait encore mieux au niveau européen. Qu'en pensent nos camarades de la CNT et de la CGT espagnoles? Sans revenir en 1914 quand le mouvement ouvrier pactisa avec le capital au nom de l'Union sacrée, n'en sommes-nous pas en ces temps maudits, bien loin?

Quand Mitterrand fut élu en 1981, le PS avait bouclé son dossier: les rênes du gouvernement et une organisation syndicale (la CFDT, autonomie engagée!) qui lui faciliterait la tâche. Le schéma classique léniniste (ou social-démocrate, pour l'autonomie ouvrière c'est kif-kif) était remis sur pieds: le mouvement syndical apportait sa caution, son support au changement social par les urnes. Entendez par là qu'il n'était pas adulte, ni indépendant, c'est à d'autres à lui montrer la voie.

L'Hexagone de ce début du xxie siècle est idéologiquement hétéroclite. Le Parti communiste, plus qu'en perte de vitesse, cherche à faire de la CGT sa vitrine militante, quitte à passer au second plan. Le Parti socialiste rame dans le sillage des syndicats pour redorer son blason terni par son image de bourgeois nanti.

Une nouvelle union sacrée se profile avec ses miroirs aux alouettes. Il faudra se souvenir de Pierre Monatte et de ses camarades qui avaient su s'opposer et ne pas le faire par des incantations, mais par les luttes dans l'unité.

Jean-Pierre Germain

# Loi Fillon, soyons clairs

LA LECTURE du texte, paru dans le *Monde Libéraire* du 24 février, concernant une « école où chaque jeune pourra construire son avenir », texte émanant d'un regroupement d'organisations syndicales et d'associations, a au moins un mérite : il incite fortement à réagir et surtout à essayer d'amener un peu de clarté dans le débat.

Concernant l'école, comme sur les autres sujets, la discussion est libre et doit se mener (y compris par des organisations telles la CFDT, l'UNSA ou la FCFPE, peu connues pour leur résistance aux contre réformes de toutes natures...). Mais autant que le fond politique ne se cache pas derrière des considérations pseudo pédagogiques.

A dire vrai, quand on lit ce texte, on se demande si ce conglomérat d'organisations demande l'abandon du projet de loi Fillon ou simplement des moyens supplémentaires pour le mettre en œuvre. La nuance est de taille et elle n'est pas nouvelle.

Dans l'argumentation du texte, on retrouve des pans entiers des « réformes » passées ou à venir : le maintien des Travaux Personnels Encadrés (TPE), l'organisation scolaire par cycles, la référence à la sacro sainte « communauté éducative ». Le texte réclame par ailleurs des « nouvelles formes d'évaluation, y compris sur le baccalauréat » ou la redéfinition des « missions et de la formation des enseignants »

Cela tombe bien, c'est justement ce que veut faire Fillon !

La question du statut des personnels, qui n'est jamais évoquée (trop archaïque sans doute), est pourtant une donnée centrale, surtout au moment où les Techniciens et Ouvriers de Service (TOS) se voient transférés aux collectivités territoriales, première étape d'une privatisation programmée de certaines missions (restauration, entretien...).

A ce jour, pour la majeure partie des enseignants du second degré, c'est le décret de mai 1950 qui définit les obligations de services en maxima hebdomadaires (empêchant par là même l'annualisation) et qui donne encore quelques garanties (malgré des dérivés multiples de circulaire en circulaire) concernant le respect des qualifications.

Malgré toutes ses imperfections, faut-il défendre ce décret, comme l'on défend le code du travail, ou aider à sa liquidation sous prétexte qu'il date ? L'argument nous a été en effet servi par la CFDT en 2003, lors de la longue grève des surveillants qui se battaient pour le maintien de leur statut national qui datait

de 1936. On connaît la situation particulièrement précaire des assistants d'éducation qui les remplacent : difficile de prétendre que cela représente une avancée sociale !

Le texte semble vouloir faire croire que Fillon voudrait revenir à des méthodes du passé : l'exemple du redoublement est notamment avancé. La réalité du terrain, au delà de l'effet d'annonce, est pourtant toute autre, y compris dans le projet de loi où la notion de redoublement disparaît quasiment au profit d'un fameux Contrat Individuel de Réussite (CIR).

Dans l'académie de Rennes, où l'on expérimente la mise en œuvre de la Loi Organique relative à la Loi de Finance (LOLF), tout est fait pour expliquer que le redoublement coûte cher et ne sert à rien. Le projet académique d'évaluation des performances de chaque établissement (qui va conditionner une partie des heures attribuées dans le cadre de la dotation horaire) et à terme de chaque enseignant, prend comme un des critères fondamentaux la baisse, voire la disparition, du redoublement. Et le Recteur explique qu'il s'agit là de l'anticipation de la loi Fillon.

On peut tout à fait légitimement s'interroger sur la pertinence de la pratique du redoublement mais soyons clairs, sur ce sujet comme sur les autres, ce que veulent les gouvernements ce sont des économies, comme à chaque fois d'ailleurs qu'ils ont promu des pratiques dites « innovantes » essentiellement destinées dans les faits à supprimer des heures de cours (parcours diversifiés, IDD...).

La commission sociale de la FA, composée de militants de sensibilités très diverses mais cohérents sur le fond politique, a précisément analysé les fondements du projet de loi Fillon, dans un article intitulé « l'école en miettes » paru dans le *Monde Libéraire* du 9 décembre 2004 : la loi Fillon c'est « l'accentuation de l'autonomie des établissements, l'allongement et la dénaturation des obligations de service des enseignants, la stimulation des partenariats extérieurs, la réduction du savoir des élèves... ».

C'est sur ces bases que nous entendons participer à la mobilisation des personnels de l'Éducation Nationale et exiger, avec l'ensemble des salariés qui sont souvent aussi des parents d'élèves, l'abandon du projet de loi Fillon qui n'est ni amendable, ni réformable.

Fabrice,  
Groupe La Sociale - Rennes

## Un fusible nommé Gaymard

GAYMARD : L'AFFAIRE. Inutile de revenir dessus. Vous avez eu en long, en large et en travers les détails de toutes les frasques relatives à ce fameux « 600 mètres carrés ». Dans la classe politique, pour les uns, il s'agit de malentendus, d'une erreur, pour les autres, d'une faute qui appelle la démission du ministre. Pour les médias, c'est une affaire en or qui va alimenter la chronique. Pour bien des gens, ce scandale révèle la réalité sur le train de vie (à nos bons soins !) d'un ministre et, au-delà, de l'élite politique en général.

« C'est vraiment dégueulasse », me dit ma kiosquière, elle qui ne m'avait jamais commenté un journal en me le vendant. Un commentaire parmi d'autres qui témoigne de la réactivité très vive de la population sur cette affaire. Une réaction normale de la part de toute cette humanité qui commence ses fins de mois le 10, qui s'entasse dans de petits appartements, et qui subit au quotidien les coups du gouvernement et du patronat. Qu'un ministre trébuche et tombe ne va évidemment pas faire pleurer. Que les médias viennent à la cour, qu'un « grand » morde la poussière pour une fois, ce n'est, après tout, que justice. C'est ce qui se pense et se dit.

Si l'esprit de vengeance, la méchanceté et la haine peuvent être un moteur, s'ils sont compréhensibles, ils ne sauraient me satisfaire en tant qu'anarchiste. Que Gaymard découvre ou non que la définition d'un fusible ne s'applique pas qu'au domaine de l'électricité me laisse de marbre.

Alors que nous notons un frémissement social, nous nous devons de concentrer nos efforts sur l'essentiel. C'est-à-dire le patronat, l'État et le capitalisme. Notre critique attaque globalement le système. Ce système qui prive les individus de l'exercice de leur capacité politique, les jette dans la misère, la précarité et le chômage. Ce système qui limite et réprime l'expression intellectuelle et affective des individus. Ce système qui légitime le vol du travail et qui génère crises, famines et guerres, le voilà l'ennemi ! Le capitalisme, le voilà le plus grand des scandales !

Nous ne sommes pas républicains ni démocrates et, à ce titre, n'avons pas à corriger les écarts ou excès de la classe politique. Dénoncer les brebis galeuses laisse surtout entendre que le système n'est pas, globalement, à remettre en cause, mais que nous pouvons le moraliser et le perfectionner. On peut montrer Gaymard du doigt ; les prétendants à servir la République sont nombreux...

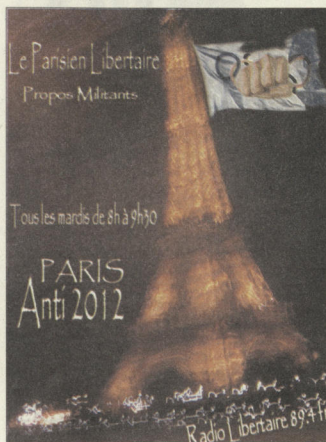
Épilogue : Le comité de rédaction du *Monde libéraire* me contacte : « Gaymard a démissionné, il faut reprendre ton papier. » Allons donc, le fusible a sauté, comme tant d'autres avant lui. Et les affaires continuent. Ces crises sont des moments de la démocratie, tout comme la pratique de l'alternance. La seule alternance de la « France d'en bas », comme ils disent, c'est le chômage ou un boulot de merde payé des miettes. Cette « France d'en bas » voit, ces derniers jours, à travers le cas Gaymard, ce qu'il en est de la réalité quasi monarchique du quotidien de l'élite politique. Gaymard s'en va, Breton arrive. En d'autres temps, ne disait-on pas : « Le roi est mort, vive le roi » ?

Laurent Fouillard

# Courir, sauter, lancer

« Le Medef d'Ile-de-France appelle les syndicats à reconsidérer le choix de la date du 10 mars et à décider d'un moratoire pour supprimer toute action revendicative jusqu'au 6 juillet. » (date du choix par le Comité international olympique (CIO) de la ville qui accueillera les JO 2012). »

Communiqué de presse



AINSI, pour le Medef, jusqu'au 6 juillet, point de défilés bruyants et revendicatifs, point de grèves et de droits de retraits, silence dans les rangs, laissons les observateurs du CIO, qui, le passé qui passe vite l'a prouvé, sont plus friands de commissions occultes<sup>1</sup> que de désignations équitables, observer une France en carton pâte, aseptisée et tendue d'un seul Homme vers cette épopée moderne et indépassable que constituent les Jeux olympiques. Une épopée à quand même sept milliards d'euros.

Bien sûr, pour faire passer la pilule, on agit des créations d'emploi par milliers, des retombées économiques prodigieuses. En définitive, l'éclaircie au bout du javelot.

Mais les habitants du quartier Bel Air, à Saint-Denis, ne seront vraisemblablement pas d'accord avec ces perspectives, eux qui vivent à quelques hectomètres du Stade de France dans un ghetto pavillonnaire: « Quand il y a des matchs au Stade de France, on ferme la passe-

relle qui nous sépare, comme pour empêcher que les gens voient ce quartier. » Mais il est vrai que la désignation de la dictature chinoise, qui condamne à mort et exécute tous les jours, qui réduit au silence toute opposition politique, qui autorise l'esclavage des salariés... comme organisatrice des JO 2008 constitue un préalable encourageant pour un Medef qui rêve à haute voix des pleins pouvoirs. Quant à François Chérèque (CFDT), vassal de plus en plus courbé, le rôle du bouffon des JO lui sera sans surprise attribué.

En attendant continuons à courir, lancer, sauter... dans la rue!<sup>2</sup>

Monsieur Frédéric

1. Souvenons-nous de l'attribution des jeux d'hiver de Salt Lake City en 2002.

2. Le Parisien libéraire, tous les mardis de 8 heures à 9h30 sur Radio libéraire, évoque régulièrement les péripéties liées à la candidature de Paris aux JO.

## Mais que fait la police ?

JEUDI 17 FÉVRIER, cinq cents altermondialistes manifestaient à Oissel près de Rouen. À peine commencée, la manif tournait à l'émeute et les affrontements duraient une heure et demie. C'est un scoop? Non. En vérité, il s'agissait du plus grand exercice de maintien de l'ordre en France qui se déroulait à l'école de police d'Oissel. Cette école, ouverte récemment (et qui sert également de centre de rétention), accueillait un millier de CRS, venus de Bièvre, Lille, Saint-Brieuc et Tours pour un exercice grandeur nature de formation aux nouvelles techniques d'intervention.

Cinq cents CRS jouaient les manifestants et cinq cents autres gardaient leurs rôles.

Au cours des affrontements, les manifestants utilisaient des cocktails molotov, lançaient des pavés (en caoutchouc) et embrassaient des palettes et des voitures, pendant que les flics expérimentaient de nouvelles armes (faisant quand même six blessés!).

Au bout du compte, les CRS ont gagné. Ils ont sauvé les lieux et ceux qui représentaient les chefs d'États (il s'agissait d'un simulacre de

réunion du G8). À cet exercice, deux aspects:

Le premier, c'est que les forces de l'ordre ont de nouvelles méthodes, que je vous



peuvent tirer des projectiles de différents types, des cartouches lacrymo habituelles, aux « blini's », espèces de crêpes de caoutchouc.

« blini's », espèces de crêpes de caoutchouc.

— Enfin, tout l'exercice a été filmé par six vidéastes pour étudier, dans les mois à venir, toutes les formes possibles d'affrontements et trouver de nouvelles tactiques de harcèlement.

Le deuxième aspect, c'est que ce type de manœuvre prouve que nos gouvernants ont peur que ça leur pète à la figure. Ils s'attendent à des émeutes. Ils le savent bien qu'à force de nous gruger, de nous écraser, de nous pressurer, ça ne va pas pouvoir durer. Ils savent que tout être humain normalement constitué devrait se révolter, prendre le chemin de la rue et de l'affrontement...

Il se trouve qu'on n'a pas l'air d'avoir retrouvé toutes nos capacités, que le piège de la consommation nous a enlevé toute velléité de révolte et que pour l'instant nous nous laissons (dans le meilleur des cas) juste trimballer de journée d'action en journée d'action. Jusqu'à quand?

Jean-Pierre Levaray

# États généraux

## femmes & sida



**P. S.**

groupe Claaaaash

f

**FACE AU SIDA**, les femmes représentent aujourd'hui plus de la moitié des personnes vivant avec le virus dans le monde, elles sont pourtant moins égales que les hommes face à la maladie. Il aura fallu attendre 1997, pour que leurs différences physiologiques commencent à être prises en compte, tandis que les premiers états généraux Femmes & Sida ont vu le jour en mars 2004.<sup>1</sup>

Jusqu'à présent, la spécificité féminine n'était prise en compte qu'en cas de transmission du virus mère-enfant; et, aujourd'hui, elle ne représente encore que 20 % des essais, tandis qu'auparavant elle en était tout simplement exclue.

En effet, les chercheurs appréhendaient le risque de grossesse et donc de toxicité pour le fœtus, mais craignaient également les données faussées qu'elles auraient pu engendrer par les fluctuations hormonales ou les interactions avec des contraceptifs oraux.

Depuis, les choses bougent très lentement, tandis que les laboratoires pharmaceutiques continuent à opposer ces mêmes arguments et que les études cliniques ne tiennent compte des données spécifiquement féminines qu'en infime proportion.

### Sexisme, quand tu nous tiens !

Pourtant, en matière d'effets secondaires provoqués par les traitements antiviraux, la lipotrophie (creusement des joues dû aux traitements antiviraux) a permis, par exemple, d'observer une différence de pathologie entre les femmes et les hommes, la masse graisseuse étant moins importante chez les premières.

Mais, en l'absence d'essais... personne ne l'aurait jamais su ! De fait, pour d'autres pathologies, les femmes sont contraintes de continuer à subir les risques de surdosage de traitements calibrés pour des hommes, et certains médecins en arrivent à modifier les traitements eux-mêmes, au cas par cas.

De plus, la ménopause peut entraîner certains effets indésirables (ostéoporose) sur les femmes séropositives, tandis que l'on vient seulement de s'apercevoir qu'une charge

virale deux fois moins élevée que celle d'un homme, a les mêmes effets sur l'évolution de la maladie. Pour autant, cette spécificité n'a jamais été prise en compte, tandis que l'on commence seulement à s'interroger pour savoir si les femmes séropositives ne devraient pas commencer un traitement antiviral plus tôt !

### Qu'on se le dise :

#### les femmes ont des hormones et un poids différent des hommes

Les dosages hormonaux sont actuellement refusés aux femmes par les médecins, durant le traitement antiviral, ils ne les estiment, a priori, pas nécessaires. Des dérèglements sont donc souvent inexplicables, et les femmes, de guerre lasse, finissent par faire confiance à leur intuition et à n'écouter que leur corps, tandis que les médecins n'en tiennent souvent pas compte.

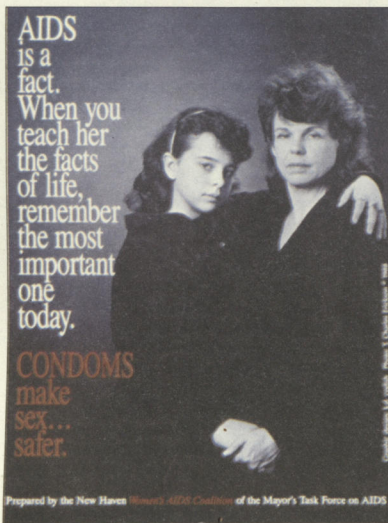
La différence de poids est également négligée et, ainsi, la valeur moyenne type des personnes traitées est défini arbitrairement à 75 kg. Cependant, cette règle qui se veut générale ne peut pas s'appliquer à tous les médicaments, toutes les molécules et tous les métabolismes. Par exemple, on s'est aperçu récemment que certaines doses destinées aux patientes étaient trop importantes, tandis que les nouvelles recommandations en indiquent de beaucoup plus faibles.

#### Des exemples discriminants à foison

Le Fosamax, un médicament efficace contre l'ostéoporose, a inclus 30 % de femmes dans la recherche, uniquement sous prétexte de « contenter les associations de malades », sachant qu'a priori, les données récoltées « ne pourraient pas servir à mesurer leur efficacité chez elles ».

Une autre étude de physiopathologie, portant sur les problèmes cardiaques n'a pas inclus une seule femme, alors qu'elles sont les plus concernées.

Par « manque d'argent », le coordinateur de l'étude a choisi de n'étudier que les



AIDS is a fact. When you teach her the facts of life, remember the most important one today.

CONDOMS make sex... safer.

Prepared by the New Haven Women AIDS Coalition of the Mayor's Task Force on AIDS

hommes! Sans commentaire... Les infections gynécologiques, sont très difficiles à soigner chez les femmes séropositives qui récidivent fréquemment et sont souvent directement liées au déficit immunitaire, d'où l'importance du suivi gynécologique, mais trop souvent, les infectiologues n'y pensent tout simplement pas!

Ainsi, nombre d'incidents surviennent, comme l'acidose, deux fois plus fréquente chez les femmes que chez les hommes. Enfin, pour ce qui concerne la co-infection (par exemple, VIH + hépatite C), ce dernier virus n'a été identifié qu'en 1993 (contre 1983 pour le VIH), mais les femmes en étant atteintes ont été les grandes oubliées des dépistages, de la recherche et de l'accès aux traitements.

Pourquoi n'ont-elles pas été naturellement automatiquement prises en compte, dans un nouveau domaine de recherche?

### Femmes africaines encore moins égales que les autres

En Afrique, la plupart des personnes séropositives sont des femmes, dont environ 70 % sont en situation sociale et économique précaire.

Avec le début de l'accès aux traitements, les femmes qui en bénéficient ont souvent un système immunitaire mal en point, avec très peu de CD4. Comme elles n'ont jamais pris de médicaments, elles répondent assez bien et très vite aux traitements.

Donc cliniquement, la situation devient très correcte, la charge virale indétectable, les CD4 passent de moins de 200 à plus de 700. Mais le malaise des femmes séropositives africaines se situe sur un autre plan que celui purement médical. En effet, elles sont plutôt confrontées à un problème d'image et de regard des autres, surtout, par exemple,

en cas de problèmes lipodystrophiques.

Lors des états généraux, ces dernières ont exprimé la réalité dans leur pays: peu de femmes sont aujourd'hui sous traitement, et elles aimeraient bénéficier des avancées de la recherche qui vient du Nord, car la recherche au Sud n'est généralement pas la priorité de leurs gouvernements.

De plus, ces dernières manquent énormément d'informations fiables, au sein d'une société qui leur est trop souvent hostile.

### Des revendications unanimes

Toutes les femmes séropositives souhaitent, avant tout, occuper une véritable place dans la recherche et imposer leurs spécificités pour qu'elles soient enfin reconnues par les médecins, avec pour seul objectif un suivi thérapeutique qui se rapproche au plus près de leurs besoins!

Pour répondre à ces attentes légitimes, des questionnaires doivent être élaborés pour les femmes, et des études leur doivent être spécifiquement dédiées.

La non-prise en compte de ces facteurs ne fait que souligner une approche encore asexuée de la maladie du sida, une sorte de cloisonnement. Comme si, aujourd'hui, le corps des femmes était coupé en morceaux.

De plus, leur absence globale dans les essais thérapeutiques pour pratiquement tous les médicaments n'est pas sans poser de multiples problèmes.

Debout femmes séropositives, et brisons les entraves d'une recherche sexiste!

P. S.

1. Organisés par Act-UP Paris, Le Planning familial, Sida Info Service, le Kiosque, Aides, etc.



## Quand l'autruche éternue...

### La position du démissionnaire

« Je ne vais pas me laisser épingleur comme un papillon alors que je suis propre comme un sou neuf. » Hervé Gaymard. Maintenant, monsieur sou neuf aura tout le temps de s'astiquer.

### Les JO on s'en fout, on veut plus de sport du tout!

« La grève du 10 mars gêne Paris. » La presse unanime. Huit ans avant que n'aient éventuellement lieu les JO de Paris, la clique des sportifs en costume commence déjà à nous faire chier... Déjà, les syndicats ont indiqué que si la candidature française est retenue, ils décrèteraient une trêve syndicale durant toute la durée des Jeux. Déjà, les « responsables » crient à l'irresponsabilité du mouvement social (voir ci-dessous, un florilège), et Chérèque baisse sa culotte, propose d'abandonner la date du 10 mars. Qu'est-ce que ce sera si Paris gagne? Souhaitons donc qu'un tel fléau ne s'abatte pas sur la capitale, et oui aux jeux à Londres, à New York, à Vladivostok, à Vesoul!

### Mauvais coup

« Ce mouvement syndical est un très mauvais coup pour notre candidature. L'un des points faibles de notre dossier, c'est justement la capacité de la France à se mettre en grève facilement. » Jean-Claude Killy, du CIO.

A voir sur quels critères se fondent les choix du CIO, Téhéran ou Pyongyang ont toutes les chances de l'emporter.

### L'essentiel

« L'essentiel, c'est de s'engager pour les Jeux. » François Chérèque.

La CFDT est ici parfaitement dans son rôle, lèche-savattes et traîne cul. Gageons que si la manif du 10 mars est maintenue, ses gentils militants ne manqueront pas d'arborer les gentilles pancartes « Paris 2012 ».

### Voisin

« Pas question de prendre le moindre risque par rapport à la candidature de Paris. Je demande à nos militants de ne pas s'associer à des défilés dans les rues. » Jacques Voisin, Pdt de la CFTC.

En voilà un qui sait se placer. Le jour où il quittera son futeuil, qu'il sache qu'un strapontin, et émoluments afférents, l'attend au CIO.

### Managers de tous les pays...

« On a le béret, la baguette et les grèves, okay. On garde le béret et la baguette et on montre qu'on est capable de manager un problème social. » Baudillon, directeur du comité de candidature aux JO.

Le béret, la baguette, et les p'tites femmes de Paris aussi, tant qu'on y est. Quant au « problème social », on va te montrer, nous, comment on le « manage ».

### Éternelle Russie

« Nous adaptons les principes essentiels de la démocratie, mais ils doivent être appropriés aux traditions de la Russie. » Poutine.

La Russie éternelle c'est donc: une mafia locale prospère, entretenue par des oligarques qui eux-mêmes s'engraissent sur le dos de la population. C'est le bagne, le knout, la Tchêka, c'est aussi des médias aux ordres et le massacre régulier des peuples voisins. Le tout s'achève généralement par une cirrhose du foie, que le Russe éternel développe vers trente ans.

Frédo Ladrisse

(sources: le Figaro, Libération, le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

# Bombe-spotting

Stop aux armes nucléaires  
À commencer par la Belgique et l'OTAN



## Les armes nucléaires ?

Les armes nucléaires sont un sujet d'actualité. Du moins quand des « États bandits » sont accusés d'en fabriquer. Mais dans notre pays aussi se trouvent des armes nucléaires : des armes nucléaires américaines attribuées à l'OTAN. Et ces armes sont tout aussi illégales chez nous qu'ailleurs. Selon le droit international, l'utilisation et la menace d'utilisation d'armes nucléaires sont illégales. Cette loi s'applique non seulement aux « États bandits », mais également aux pays de l'OTAN. La stratégie nucléaire de l'OTAN empêche tout pas sérieux vers le désarmement nucléaire. Le Traité de non-prolifération (TNP), traité qui doit empêcher la prolifération nucléaire, ne tient plus qu'à un fil ! À partir du 2 mai, les 187 pays qui ont signé le traité se rassemblent à nouveau. Un retrait total des armes nucléaires américaines d'Europe et une dénucléarisation de la stratégie de l'OTAN sont des étapes indispensables pour relancer le désarmement nucléaire. Le 16 avril, juste avant le début de la conférence du TNP, nous mettons les choses au point !

## Bombe-spotting ?

Nous avons utilisé tous les moyens légaux à notre disposition pour demander à nos gouvernements successifs de se conformer au droit international. Sans résultat. Nous sommes donc forcés de prendre nos responsabilités. Bombe-spotting n'est pas l'« envahissement » d'une base militaire. Ce n'est pas non plus une manifestation annuelle. Et encore moins une attaque terroriste contre une cible militaire. En menant une action de Bombe-spotting, nous tentons d'empêcher un crime contre l'humanité. Les bombe-spotters ne peuvent pas accepter sans réagir la politique d'armement nucléaire de l'OTAN. Les bombe-spotters pénètrent sur les différents endroits en Belgique liés à l'utilisation des armes nucléaires (l'OTAN, le SHAPE, Kleine Brogel) et y mènent une inspection. De manière strictement non violente évidemment, mais pas moins décidés pour autant ! En effet, les bombe-spotters sont droits dans leurs bottes : le droit international nous oblige à intervenir là où sont préparés des crimes contre l'humanité. C'est ce que nous a appris la Seconde guerre mondiale...

## Démocratie ?

Il est possible que les bombe-spotters soient confrontés à une armée de policiers et de soldats, à des kilomètres de fils barbelés, à une interdiction de rassemblement, etc. Dommage. C'est un gaspillage de l'argent du contribuable. Si vous et moi commettons une infraction, nous sommes punis pour nos actes. Aujourd'hui, c'est notre gouvernement qui est en infraction, et sa réaction est d'utiliser l'armée et la police de notre pays non pas pour mettre un terme au crime commis, mais pour le protéger. Bombe-spotting n'est pas seulement une tentative d'empêcher un crime, mais aussi de rétablir un pan de démocratie.

## Participer ?

Tu veux participer à Bombe-spotting XL le 16 avril ? Contacte l'asbl Bombespotting (0474/61.93.69) ou un groupe régional Bombe-spotting près de chez toi. Il y a plus de trente groupes Bombe-spotting dans tout le pays.

Liste complète sur [www.bomspotting.be](http://www.bomspotting.be). Achète à l'avance un ticket de transport (car ou covoiturage) ou fais savoir si tu viens avec ton propre véhicule.

Si tu veux te préparer de manière optimale, suis une formation à l'action directe non violente. Pour les dates, voir [www.bomspotting.be](http://www.bomspotting.be). La participation est gratuite, l'inscription indispensable.

Le 16 avril, rends-toi à un des points de rendez-vous dans tout le pays : Bruxelles, Liège, Louvain-la-Neuve, Mons, Gand, Anvers, Louvain, etc. Adresses et heures de rendez-vous sur [www.bomspotting.be](http://www.bomspotting.be). Au lieu de rendez-vous, tu pourras t'inscrire, suivre un briefing, recevoir une farde de participation et signer la déclaration de non-violence. Ensuite, tu décideras où tu veux mener ton action de Bombe-spotting : à l'OTAN à Bruxelles, au SHAPE à Mons ou sur la base militaire de Kleine Brogel.

Toutes les infos sur [www.bomspotting.be](http://www.bomspotting.be)  
[wallonie@bomspotting.be](mailto:wallonie@bomspotting.be)  
Téléphone : 0474/61.93.69



**Imprimerie nationale**

# Un licenciement, ça se mérite monsieur !

**QUELQUES BEAUX DE RENCONTRE** nous ont basés il y a quelques années avec l'instauration du permis de conduire à points. La plupart des libertaires n'en ont sans aucun doute rien à faire et ils ont bien raison. Voilà que maintenant sur le même principe s'annonce le licenciement à points. Si l'affaire n'était pas si grave on pourrait même presque dire: le licenciement au mérite.

Le principe est simple comme une lettre recommandée: des critères d'ordre arbitrairement définis par les directions des ressources humaines mettent en place ni plus ni moins que de simples tableaux informatiques contenant pour chacun des salariés, le nombre d'années de service, le nombre de descendants ou d'ascendants à charge, de revenus par foyer, s'il est marié, veuf, handicapé, pacsé, divorcé, etc.

Au regard de ces renseignements fournis sur justificatifs, est attribué un certain nombre de points et, celui qui en a le plus, tatatin...

Tu m'as compris? La seule variable d'ajustement, pourrait-on dire, c'est l'avis du chef de service, générateur de points lui aussi mais dont le rapport reste évidemment confidentiel. Ça évite d'ouvrir la boîte à gifles. S'il est souvent aisé de connaître les situations personnelles de ses collègues, il est plus difficile de percer les opinions du chef de service et de ses intérêts au regard des salariés.

Ardeur syndicale, retards fréquents, mauvaise humeur récurrente ou ne sachant pas faire le café, tout est bon pour la mise en place de l'arbitraire. Ces évaluations, comme le nombre de revenus par foyer, ne prennent pas en compte la hauteur de ces revenus.

Ainsi un salarié dont le conjoint ne bénéficie que d'un tiers temps imposé aura le même nombre de points que si son époux ou son épouse « cartonne » avec dix mille euros par mois.

Il suffit également d'avoir huit enfants, comme Hervé Gaymard par exemple, d'ailleurs ex-ministre de tutelle de l'Imprimerie en question, pour être quasiment assuré de ne pas prendre la porte avec perte et fracas et de remplacer un célibataire sans enfants qui n'emmerde personne. Et si avec ça l'apéro du

vendredi avec le contremaitre se passe bien c'est bingo pour la carrière. Un vrai bonheur.

Cette situation trahit l'embarras de la direction actuelle de l'Imprimerie nationale dont le plan social vient d'être rejeté par le comité central d'entreprise et qui s'appliquera néanmoins. En effet, un simple avis des élus suffit. Peu importe qu'il soit positif ou négatif. L'hypocrisie apparente d'une telle situation peut être malgré tout mesurée par la possibilité en amont d'avoir pu négocier la misère. Qu'est-ce qu'on rigole !

Rien d'étonnant dès lors que depuis que de telles mesures ont été annoncées, on parle de lettres anonymes dénonçant les fausses déclarations sur les revenus du conjoint par exemple ou le nombre d'enfants à charge qui seraient en fait dans un autre foyer. Les tentations sont trop fortes. C'est toute une théorie nauséabonde dont la seule signification est le réflexe du désespoir, sauver sa peau et ses échéances du Crédit foncier. Humain. Trop humain.

En attendant les lettres recommandées, la mobilisation a fait long feu. Les organisations

syndicales ne peuvent que rabâcher, expliquer, consoler parfois et se débattre dans une situation dont seuls les anciens dirigeants, hauts fonctionnaires protégés à vie, sont responsables. La seule possibilité de s'en sortir fut une grève relativement bien suivie avant les trêves de fin d'année, et une possibilité de négocier des départs volontaires dont les montants s'évaluent de trente mille euros de base plus neuf cents par année de présence jusqu'à dix ans. Il est également mis en place des congés de reclassement de plusieurs mois accompagnés de l'aide de boîte à frigol pour la recherche d'emploi et les départs en retraites anticipés. Les plus favorisés pouvant partir dès l'âge de 53 ans avec un maintien net de 65 % du salaire brut annuel.

Les dés sont jetés et chacun et chacune, que son emploi soit menacé ou supprimé, attend les entretiens individuels avec des impatiences de rosière en fin de comice agricole en regardant son voisin ou sa voisine en chien de faïence. Et si c'était lui et pas moi...

Loïc Lenoir



# Une prison

## à blouses blanches



**TOUT COMMENCE** quand un homme eut dans son viseur d'appareil photo, Quentin, vingt ans, par un bel après-midi de printemps, dans une petite ville de campagne proche de Mantes-la-Jolie.

Quentin, jeune sans domicile fixe, se rendant alors dans la maison qu'il squattait, se sentit observé lorsqu'il vit un homme le prendre en photo. Une dispute éclate entre eux, des voisins appellent les forces de l'ordre, Quentin prend la fuite et sera recherché pendant deux jours, puis mis en garde à vue pendant quarante heures au commissariat de Mantes-la-Jolie pour finir devant une psy qui

guise de couvert, les jours sont rythmés par les prises journalières de médicaments trop forts pour qu'il ait la force nécessaire d'ouvrir la bouche ou de réfléchir librement, et lorsqu'il s'agit d'éveiller ses nerfs, la fatigue tombe encore plus vite et devient encore plus lourde.

Après une semaine d'isolement (gratuit, comme ça, pour le plaisir!), Quentin se retrouve en dortoir avec des détenus atteints de pathologies vraiment graves, « délaissés par le personnel médical, ils s'enferment dans leurs folies dont certains ne sortiront jamais », dit-il avec désarroi, mais les hurlements la nuit, les coups dans les murs, dans les

demande son internement immédiat à l'hôpital psychiatrique des Mureaux-Bécheville.

Aussitôt arrivé, l'ambiance des lieux (dans les bois, après avoir traversé plusieurs cités-ghettos) met le jeune détenu dans un état de terreur, ne sachant ni pour combien de temps ni pourquoi il est là...

L'avenir semble se ternir, alors que normalement il devait partir en centre de réinsertion en Ardèche pour quelque mois. Déposé pour un temps de tout bien privé, un uniforme pyjama (d'un bleu tellement vif qu'il en est éblouissant!) remplaçant les vêtements personnels, placé immédiatement en cellule d'isolement de dix mètres carrés avec juste un lit et un seau comme toilette (je vous laisse imaginer au bout de quelques jours l'odeur de la pièce!), les repas sont livrés avec un seul bout de pain en

fenêtres... portent sur le moral assez rapidement. Les malades sont surveillés par des agents de sécurité (comme à Franprix), avec une interdiction de sortir de l'hôpital, ou alors pas plus de quinze minutes pour les privilégiés (le temps qu'il faut pour pouvoir sortir du centre). Sorti du périmètre de l'hosto, il faut marcher dix bonnes minutes pour trouver un soupçon de civilisation, puis quinze minutes pour traverser les cités et trouver un quartier vivant.

Les hommes et les femmes peuvent se voir dans la cafétéria, unique pièce commune et mixte, mais les rencontres se font très facilement dans les dortoirs, et les détenus peuvent coucher ensemble, cependant les préservatifs sont interdits sur le site... Quentin quitta le centre cinq mois après y être entré, alors qu'à sa deuxième semaine d'internement les psychiatres lui avaient dit qu'il resterait encore une quinzaine de jours. Il a pris douze kilos supplémentaires dus à la cortisone contenue dans les médicaments; et, à cause de son traitement, il se comporte plutôt comme une soupe de légumes froide que comme un lièvre sortant de chez le véto.

Les hôpitaux psychiatriques sont de plus en plus une solution pour régler les problèmes de société, car il y a plus de personnes ayant commis un « délit » aux yeux de l'État (alcooliques, fumeurs de shit, vieux qui puent, etc.) que de personnes atteintes de folies (L.fabuis, d.trauss-kahn, f.hollande... qui se prennent pour des socialistes!).

Leurs systèmes de fonctionnement sont beaucoup plus opaques qu'une prison, les méthodes employées pour détruire tout système de réflexions laissent que très peu de possibilités à la plupart des détenus (car il s'agit bien de détenus et non de patients) qui sortent avec la peur au ventre, la peur de revivre ce calvaire, la peur d'autrui et du monde extérieur.

F. D.

# Délires humanitaires...

## où quand le capital fait dans la solidarité

Le 26 DÉCEMBRE DERNIER a eu lieu une catastrophe sans précédent en Asie du Sud. Un tsunami a submergé de larges terres en Inde, Sri Lanka, Thaïlande, etc. Le nombre des victimes serait actuellement de 200 000. Or, suite à cette catastrophe, qu'avons-nous vu ?

Des centaines d'associations accompagnées par l'armée se rendirent sur place alors que toutes les télévisions et journaux du monde soutenaient l'effort de guerre... humanitaire au doux nom de solidarité internationale.

Loin de moi l'idée de remettre en cause l'idée de la solidarité internationale mais penchons-nous un peu sur les méthodes de ces organisations qui relèvent parfois plus du néo-colonialisme que de la solidarité.

### Des soutiens pas toujours clairs

La nébuleuse humanitaire contient des dizaines d'organisations d'obédiences diverses. Parmi elles, des laïques, mais aussi des religieuses et autres sectes. Un des premiers contingents arrivés en Asie du Sud fut la scientologie qui exporta ses « ministres volontaires », suivis de près par des organisations musulmanes et chrétiennes intégristes.

Rappelons qu'en Afrique le sida progresse toujours à cause de dispensaires refusant la contraception et le préservatif. On peut aussi citer la fondation Raoul-Follereau appartenant aux très réactionnaires chevaliers de l'ordre de Malte et qui finance en sous-main des associations anti-avortement.

### Un vomit médiatique sélectif

Depuis le 26 décembre, toutes les chaînes de télévision française et tous les artistes ont organisé leur petit « gala de solidarité ». Tout pour donner une image de gentil aideur et pour faire de l'audimat à grands coups d'images morbides (combien de fois a-t-on vu ces rangées d'enfants morts sur TF1). Mais l'intérêt de ces chaînes est très sélectif. Alors que 10 000 personnes meurent chaque jour du sida, personne n'en parle. Alors que la misère tue un petit peu plus chaque jour...

Ah! pardon, j'oubliais que la misère c'est aussi eux qui la fabriquent.

### Du fric au profit de quoi ?

Donc des millions de donateurs bien intentionnés ont envoyé de l'argent en Asie. Au profit de quoi ? Les premières infrastructures recons-

truites furent les complexes hôteliers (les touristes priment sur les autres).

Plus grave ou plus étonnant, l'aide humanitaire (et encore au dire des gens sur place, les habitants avaient déjà créé des réseaux de solidarité sans attendre) si elle a eu son efficacité au tout début (situation d'extrême urgence), est aujourd'hui en passe de devenir structurelle, c'est-à-dire de désorganiser les pays par une aide trop fréquente et inadaptée. C'est cela le néo-colonialisme humanitaire.

Rappelons qu'au temps des colonies, une partie de la population française croyait exporter « la science et les glorieuses valeurs de la république aux peuples sous-développés ». On sait bien ce qu'il en est aujourd'hui. Or les associations humanitaires sont nées de l'administration coloniale. Outre qu'elle se refuse à prendre partie quoi qu'il arrive, elle pourvoit de l'aide en voulant appliquer le modèle français au reste du monde. Citons pour mémoire la phrase de Kouchner (fondateur de Médecins du monde) sur les élections alors qu'il était en mission : « Ailleurs, la France n'est ni rouge ni bleu, elle est bleu-blanc-rouge. » Sans commentaires. Depuis plusieurs années mainte-

nant, l'Union européenne exporte une partie de ses surplus de bouffe au Sénégal gratuitement. Intention que l'on pourrait qualifier de louable. Sauf que le Sénégal n'en a absolument pas besoin et que ces arrivées désorganisent le pays au point que les cultures vivrières du pays disparaissent peu à peu.

Des centaines d'exemples existent sur l'arrogance des pays riches voulant à tout prix imposer au reste du monde le modèle qu'ils suivent au nom de l'aide.

### Ne renonçons pas pour autant à la solidarité

Nous, libertaires, ne devons pas pour autant renoncer à la solidarité internationale. Non à une solidarité unilatérale mais une solidarité basée sur l'échange et le travail, ensemble, pour un autre futur. Solidarité de luttes en somme. Nous l'avons déjà fait, et nous continuerons à le faire avec nos propres réseaux ou chacune et chacun est traité également et non en infériorité comme le font les solidaires du capital.

Pierre Pawin



Prochainement  
sur Radio libertaire,  
un feuilleton...

# Souvenirs de la guerre d'Espagne

du 19 juillet 1936 au 9 février 1939, d'Antoine Giménez

Le manuscrit d'Antoine Giménez vient d'être traduit et publié en castillan par les éditions Pepitas de calabaza de Logroño. Voici quelques extraits de la préface de Francisco Madrid à l'intention du public espagnol, et traduite par nos soins.



Antoine Giménez, de son vrai nom Bruno Salvadori.

L'OCCASION de réaliser ce feuilleton radiophonique nous a été fournie par la découverte d'un manuscrit rédigé en 1976 par Antoine Giménez. Cet Italien réfugié à Marseille voulait publier ses souvenirs de milicien anarchiste sur le front d'Aragon pendant la révolution espagnole. Il est mort en 1982 sans avoir pu faire aboutir ce désir.

Ce manuscrit est remarquable à plus d'un titre, et tout d'abord en ce qu'il tire de l'oubli un groupe de miliciens très particulier. Il s'agit du Groupe international de la colonne Durruti, constitué à l'initiative de quelques libertaires français au sein du plus fameux détachement de combattants volontaires anarchistes.

En août 1936, bien avant l'arrivée des Brigades internationales, des volontaires venus de tous les pays et ennemis de toutes les guerres acceptèrent de mener celle-ci parce que la révolution sociale était à l'ordre du jour contre le capitalisme et son rejeton, le fascisme.

Par les plaines et collines d'Aragon où le front et l'arrière étaient intimement mêlés, des paysans et des ouvriers s'affranchirent des structures étatiques, de la propriété privée et du salariat, et expérimentèrent de nouveaux rapports sociaux.

Antonio Giménez a vécu là des moments intenses, et son récit porte un regard personnel et lucide sur ces bouleversements et sur les motivations qui l'animaient, lui et ses compagnons. Il nous donne aussi à voir comment l'histoire qui se fait peut bousculer la vie quotidienne, comment s'estompée la frontière entre le public et le privé. Dans ces moments, les amitiés et les amours acquièrent souvent

une intensité particulière, mais un des signes qui ne trompe pas de la qualité d'une lutte, c'est quand les femmes s'y investissent, et que les hommes les y encouragent, sincèrement et concrètement.

À notre connaissance, il n'existe pas de document ni de témoignage aussi complet – dans la qualité et dans la durée – sur le Groupe international de la colonne Durruti.

## Notre apport

Ce feuilleton comporte vingt épisodes d'une demi-heure en moyenne, et dure dix heures. Chaque épisode est construit autour de la lecture de chapitres de ces *Souvenirs*, précédée d'une présentation du contexte de la guerre et de la révolution, et suivie de commentaires cherchant à approfondir certains points soulévés par le document.

Nous avons à cet effet entrepris des recherches sur archives, rencontré des personnes susceptibles de nous éclairer, et consulté un grand nombre d'ouvrages. Aucun de nous n'est professionnel de quoi que ce soit, pas plus en matière de recherche historique que de réalisation radiophonique : peut-être cet amateurisme aura-t-il été le gage d'un souffle qui, nous l'espérons, traverse cette épopée, quelque peu sauvage...

Ce qui fait l'originalité de cette élaboration, c'est qu'elle a cherché à démêler les raisons de l'échec de la révolution, en prenant ses distances à l'égard de l'affrontement, en partie stérile, entre les tenants de l'idéologie libertaire et les commentateurs stalinien. Ces derniers eurent longtemps d'ailleurs le quasi-monopole de l'explication autorisée, et comme telle publiée.

Les historiens anarchistes ont majoritairement cherché à faire porter tout le poids de la faute sur les communistes russes, alliés aux communistes locaux et à toutes les couches de la population qui ne se résolaient pas à voir disparaître leurs privilèges. Mais certains d'entre eux n'ont pas craint de regarder à l'intérieur de leur propre camp, c'est-à-dire au sein de la CNT, qui représentait a priori le pôle de la révolution, et ce qu'ils mirent en évidence n'a pas fini de nous occuper : la ligne de partage entre révolution et contre-révolution la traversait également.

Bien sûr, nous n'avons pu dans le cadre de ce feuilleton nous étendre sur ces questions, et nous préparons à cet effet un ouvrage qui devrait paraître au printemps. Mais nous espérons avoir réussi à rendre, grâce en premier lieu à la force du texte de Giménez, l'épouvantable tragédie qu'a été pour ces hommes et ces femmes le spectacle de cette guerre qui se perdait, à mesure que se renforçait la contre-révolution dans le camp dit « républicain » et que se rengorgeait l'État en voie de restauration.

Nous n'en aurons fini avec ladite « guerre d'Espagne » que le jour où nous aurons pris congé du monde qui l'a rendue possible.

## Les Giménologues

9 janvier 2005

Pour tout contact : les Giménologues  
42, rue Espérandieu  
13001 Marseille  
Tél. & fax : 0491 509608  
Courriel : hipparchia@libertysurf.fr

## Des mémoires insolites

« [Le] récit d'Antoine Giménez est totalement imprégné de sincérité, une sincérité qui sourd de chacune de ses phrases, sans que l'on sente la nécessité de s'interroger sur la véracité de ce qui nous est conté. [...] Il n'a pas [...] prétendu être le protagoniste d'histoires auxquelles il n'avait pas participé. Il nous offre simplement les expériences d'un milicien – un parmi tant d'autres – qui a vécu une des périodes les plus intenses de notre histoire en y participant activement.

Dans cette perspective, seul le témoignage de George Orwell<sup>1</sup> sur la même période présente un récit comparable à celui d'Antoine, bien qu'il soit plus élaboré et plus rigoureux dans les références historiques. [...] Antoine Giménez nous offre ici les expériences de quelqu'un qui luttait – avec beaucoup d'autres – pour mettre en pratique ces idées diffusées jusque-là dans les références quotidiennes, et qui tout à coup devenaient des réalités palpables. Le rêve était devenu réalité, l'utopie était convertie en activité créatrice, portée par des milliers de travailleurs et de paysans qui n'hésitèrent pas à participer également à cette nouvelle expérience révolutionnaire.

Et, naturellement dans ce récit, les relations affectives entendues dans un sens large ne pouvaient être absentes. Antoine n'hésite pas un seul instant à inclure dans son récit ces moments qui sont indissociables de notre vie quotidienne, comme une facette supplémentaire de la transformation révolutionnaire qui s'opérait dans cette période cruciale. De la même manière qu'il nous relaterait un repas dans tous ses détails, il nous expose par le menu ses relations amoureuses, ce qui inévitablement allait être motif à scandale dans une société basée sur l'hypocrisie et la répression sexuelle. Mais j'ai l'impression que notre personnage était parfaitement conscient de la réaction qu'allait provoquer l'évocation de ses aventures amoureuses, et ceci était certainement une motivation supplémentaire pour le faire.

[...] Grâce à ce récit, nous apprenons avec précision quelle était la situation sur le front d'Aragon, avec quels moyens

devaient lutter les miliciens et comment l'héroïsme déployé par ceux-ci devenait inutile face à un ennemi infiniment mieux équipé. Mais, bien que l'on connaisse assez précisément la situation, il y a encore des historiens qui avec beaucoup de culot et de cynisme affirment des choses telles que : « En Aragon, la ligne de front très vite "se stabilisa". C'est-à-dire qu'elle devint un front calme, avec des miliciens sans esprit de lutte. » On peut supposer que du haut de son confortable fauteuil universitaire, M. Seidman<sup>2</sup> connaît parfaitement ce que veut dire avoir « un esprit de lutte ».

Sous les yeux du lecteur se déploient en éventail ces moments tragiques qui ont bouleversé notre personnage en le plongeant dans de douloureuses contradictions auxquelles il fut très difficile d'échapper.

En premier lieu, la militarisation représentait une première étape dans la destruction des conquêtes révolutionnaires. Ce fut en tout cas perçu ainsi par les miliciens, qui avaient l'intuition que les Brigades internationales, malgré ou grâce à leur héroïsme, étaient utilisées par les stalinien comme fer de lance de la contre-révolution, s'appuyant sur elles pour justifier la nécessité d'une armée populaire.

Comme corollaire inévitable suivirent les tragiques journées de mai 1937 qui marquèrent définitivement l'échec des espoirs révolutionnaires. Ce fut un nouveau choc pour notre personnage – lequel fut mêlé de près à ces journées – pour deux raisons principales : les allocutions pathétiques des ministres anarchistes qui appelaient à l'abandon des armes – ce qui signifiait la mort définitive de la révolution – et l'assassinat tragique par les stalinien de Camillo Berneri et de Francesco Barbieri. Il est facile d'imaginer l'état d'esprit d'Antoine Giménez après cette expérience terrible, et il est compréhensible qu'il ait envisagé l'abandon définitif du combat, mais au plus profond de son âme il a trouvé la force nécessaire pour continuer la lutte : si la révolution avait été définitivement liquidée, il était au moins encore possible d'écraser la réaction fascisto-cléricale. En cela, il s'était aussi trompé et il assista perplexe aux exploits des bataillons de Lister et d'El Campesino

venus détruire les conquêtes révolutionnaires en Aragon. Tout cela, quelques semaines avant l'offensive franquiste de l'Èbre.

Antoine Giménez est un survivant qui traversera encore de douloureuses expériences tout au long de sa vie, mais de toutes, celle qui l'a marqué le plus était sans aucun doute l'expérience révolutionnaire vécue dans notre pays. »

Francisco Madrid

Commander à Pepitas de calabaza, apartado de correos n° 40, c.p. 26080 Logroño, La Rioja, Espagne, 12,50 euros.

1. George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, éditions Ivrea & 10/18.

2. Michael Seidman, *Frentes en calma de la guerra civil*, Historia Social, 1997, p. 39.



En couverture du livre, Georgette Kokocinski, du Groupe international de la colonne Durruti, militante française de la Revue anarchiste, connue sous le nom de Mimosa (documentation : Kees Rodenburg, IISG, Amsterdam).

# Athée, ex-musulman



**SAVOIR QU'IL EXISTE**, aujourd'hui même, des femmes et des hommes à qui le mot héroïque va très bien, diable, ça me réjouit. Voilà une semaine, je tombe en arrêt devant une petite revue anti-patriarcale qui n'a pas froid aux yeux et qui s'appelle ProChoix.

ProChoix ([prochoix@prochoix.org](mailto:prochoix@prochoix.org), ou au 177, av. Ledru-Rollin, 75011 Paris). Je tombe en arrêt à cause de son titre: « On peut "naître musulman" et choisir d'être athée. » Bouche bée dans la librairie. Je la prends, je regarde la quatrième de couverture. En haut: « Les "nés musulmans" ont aussi le droit d'être athées. »

Quelques titres d'articles: « les athées de l'islam ont aussi le droit à la parole », « Demain au Bourget: pour une identité laïque de la communauté arabo-musulmane », « Désaccord entre islam politique et apolitique », « Apostasie: droits de l'homme, religions et croyances », « Islam politique et laïcité ».

Vous allez dire, bravo, très bien, il était grand temps que les centaines de milliers d'ex-musulmans athées prennent enfin la parole, mais pourquoi un tel étonnement, pourquoi le mot « héroïque »?

Parce qu'être athée, athée d'ascendance catholique en 2005 à Paris, ma foi, il n'y a pas de quoi damner un saint.

Mais être athée quand on est né dans une famille musulmane ou faisant semblant d'être musulmane, les bigots à barbe assimilent ça à l'apostasie, au fait de repousser ce que l'on a cru, de ne plus croire. Et là, nom de Dieu, on

ne rigole pas. Peine de mort. Peine de mort dans les pays qui appliquent la charia. Mais en plus, l'islam ayant une structure décentralisée et officiellement pas de clergé (bon, les ayatollahs c'est compliqué), n'importe quel musulman peut décider que son devoir sacré lui dicte d'abattre les personnes qui ont le courage, non seulement de ne plus croire (à ce compte-là, il y aurait des coupes sombres dans le métro) mais surtout de le dire haut et fort.

En d'autres termes, les signataires et les éditeurs de ces revues se mettent volontairement, les yeux grands ouverts, dans la position du déserteur de Boris Vian qui fait une lettre à Monsieur le Président en prévenant que les gendarmes pourront tirer. On voit même leurs photographies.

Plus brave encore, M. Ibn Warraq a écrit un livre qui s'appelle *Leaving Islam, Apostates Speak Out* (Prometheus Books 2003).

ProChoix en dit ceci:

« Quitter l'islam est-ce une mince affaire pour un musulman de naissance? C'est tout simplement passible de la peine de mort dans le meilleur des cas. Pourquoi dans le meilleur des cas? Parce que, dans une société musulmane, il vaut encore mieux être mort que vivre son apostasie au grand jour. El murtadd (l'apostat) d'origine arabo-musulmane ne se déclare pratiquement jamais de peur des représailles sans limites qu'il risque de subir sur-le-champ.

« Le fait de réunir le témoignage de près d'une quarantaine de musulmans dans cet

ouvrage est une première dans l'histoire de cette communauté. Qu'ils relèvent de l'islam arabe ou non arabe, ils ont décidé ensemble de dire non au terrorisme intellectuel et physique qui les menace, uniquement parce qu'ils ont décidé de penser par eux-mêmes. La réalité c'est qu'ils sont bien plus nombreux qu'on ne le croit, seulement ce sont les sans-voix qu'on enterre vivants, au nom d'un dogme obscurantiste et despotique qui cherche à vous maintenir constamment sous une soi-disant tutelle divine afin de mieux vous exploiter au nom d'Allah. [...]

« Ce livre d'Ibn Warraq constitue une percée importante dans ce sens, qui, j'espère, sera suivie d'autres initiatives identiques afin que justice soit faite pour ces oubliés de l'histoire. Naître dans une famille de culture arabo-musulmane n'est pas une appartenance indélébile. Nous avons le droit de nous y maintenir, de changer de religion ou de n'en avoir aucune, sans le moindre sentiment de culpabilité injustifiée. »

En lisant cela, j'ai l'impression d'écouter parler le chevalier de la Barre, ou le baron d'Holbach, l'auteur de l'excellentissime *le Christianisme dévoilé*, des gens qui vivaient à une époque où l'on pouvait mourir d'athéisme, et d'ailleurs le premier en mourut.

Que la calotte soit une calotte, une kippa, ou un turban, elle pèse toujours trop sur les crânes.

Nestor Potkine



# Anarchist Age Weekly Review

**Joseph Toscano**

porte-parole de l'Anarchist Media Institute

L'ANARCHIST AGE WEEKLY REVIEW, publication hebdomadaire en langue anglaise, est éditée par l'Anarchist Media Institute – la branche « information » de Libertarian Workers for a Self Managed Society, un groupe anarchiste fondé à Melbourne (Australie) en 1977. Cet hebdomadaire est l'aboutissement de plusieurs journaux antérieurs édités par les Libertarian Workers. Notre premier titre, un trimestriel intitulé Libertarian Workers Bulletin a été édité de 1977 à 1986. Après les fêtes du centenaire de l'anarchisme australien, très réussies, à Melbourne du 1<sup>er</sup> au 4 mai 1986, les Libertarian Workers ont pris un certain nombre de décisions qui ont finalement abouti à la publication de l'Anarchist Age Weekly Review.

En 1986, nous avons créé l'Anarchist Media Institute pour servir d'interface entre les Libertarian Workers, la population et la presse, parce que nous réalisons que 80 % de notre temps était gaspillé à chercher de l'argent pour pouvoir tenir des locaux et des librairies. Nous avons le sentiment que tous ces efforts ne payaient pas, et nous avons décidé de devenir une organisation virtuelle qui concentrerait ses efforts dans l'organisation de réunions publiques et éditerait des publications afin de lancer des discussions sur les lieux de travail ou de résidence, ainsi que des actions visant à la formation d'organisations anarchistes.

Décider de devenir une organisation virtuelle fut la meilleure décision que nous ayons jamais prise, parce que cela nous a dégagés des problèmes d'argent pour le maintien de nos locaux. Cette décision nous a permis de nous concentrer sur des questions tant théoriques que pratiques. De 1986 à 1992, nous avons

sorti l'Anarchist Age Monthly Review. En juin 1982, ce mensuel est devenu hebdomadaire. Depuis lors, nous avons sorti environ cinquante numéros de l'Anarchist Age Weekly Review chaque année et, au moment où j'écris, nous éditons le 627<sup>e</sup> numéro de l'Anarchist Age Weekly Review.

Nous avons pris la décision de passer à un rythme hebdomadaire pour plusieurs raisons. Si les anarchistes veulent être pris au sérieux par le reste du monde, ils doivent être capables d'analyser ce qui se passe autour d'eux là où ils vivent et travaillent, au fur et à mesure de l'actualité. Écrire des articles théoriques des mois, voire des années après les événements n'est pas suffisant. Nous avons un peu le sentiment que la plupart des organisations anarchistes ne semblaient pas être entrées dans l'ère post-moderne.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, le poids de l'histoire plombe la théorie et l'action anarchistes. Trop souvent, le mouvement anarchiste commet



l'erreur de confondre la stratégie et les principes fondamentaux. Nous voulions sortir un journal capable de mettre en perspective une analyse de l'actualité avec une discussion dynamique tant sur la stratégie que sur la théorie. Une autre raison de vouloir un hebdomadaire était que, du coup, nous pourrions coordonner son contenu avec celui de l'émission de radio « Anarchist world this week », une émission de une heure qui a commencé en 1977 par des brèves de quinze minutes tous les quinze jours sur 3CR, une radio locale de Melbourne. Aujourd'hui, « Anarchist world this week » est diffusée entre 10 heures et 11 heures du matin tous les mercredis sur toute l'Australie via le satellite de la National Community Radio.

Avoir un programme de radio au niveau national et un hebdomadaire également au niveau national nous permet d'utiliser les deux médias pour annoncer des événements ou développer des activités, et aide à transformer des groupes anarchistes isolés en un mouvement pour un changement social radical, égalitaire et pratique. Le contenu de l'hebdomadaire aide à formuler le contenu de l'émission de radio et le contenu de l'émission de radio aide à formuler le contenu de l'hebdomadaire. Bien que les contributions à l'hebo soient normalement le fait de membres des Libertarian Workers for a Self Managed Society, des mécanismes permettent à des non-membres de contribuer à cette publication. Les contributions des non-membres passent par un processus éditorial, les membres ont automatiquement le droit de voir leurs articles publiés sans passer par ce processus.

L'hebo contient en moyenne de 8000 à 10000 mots par semaine, et est divisé en plusieurs parties spécifiques. Diverses parties ont

été ajoutées à l'hebo au fil des ans, suite aux suggestions des lecteurs.

L'hebo est en principe un 4-pages qui peut parfois aller jusqu'à 6 ou 8 pages si des articles théoriques importants s'y trouvent. Il consiste en cinq articles qui analysent des événements significatifs de l'actualité, ainsi que plusieurs chroniques régulières. Normalement, quatre articles sont consacrés à des sujets importants en Australie et un commentaire un événement important outre-mer. Les chroniques régulières comprennent la partie « Anarchist Question and Answer » et la partie « Action Box » ; ces deux parties ont été introduites à la demande des lecteurs. Nous avons ainsi publié plus de cinq cents « Anarchist Question and Answer » et « Action Boxes ». Une critique de livres paraît chaque semaine, avec parfois aussi une critique de films et CD. On y critique aussi bien des ouvrages radicaux que conservateurs ou libéraux.

Nous avons aussi la célèbre partie « Australian Radical History » qui traite d'événements de l'histoire australienne ayant eu un impact notable sur la vie actuelle des Australiens. Nous utilisons cette partie pour engager les lecteurs à se réapproprier l'esprit radical du passé pour comprendre le présent et changer le futur. Comme conséquence de cette partie de l'hebo, les anarchistes d'Australie jouent maintenant un rôle important dans les commémorations de la rébellion de l'Eureka – un moment important dans l'histoire australienne, qu'elle soit officielle ou radicale.<sup>1</sup> Le mouvement « Reclaim the Radical Spirit of the Eureka rebellion » a désormais un impact majeur sur la façon dont la rébellion de l'Eureka est célébrée en Australie.

La partie « Personal Observation » s'intéresse aux conditions culturelles et sociales en Australie, étudiées au travers de petits riens de

la vie quotidienne. La partie « Stop Press » est consacrée à un événement politique majeur qui est en cours au moment de la parution de l'hebo. Nous publions le nom et le contact des publications, anarchistes ou non, que nous recevons, et aussi une partie intitulée « All The News That Fits » qui examine des articles parus dans les principaux journaux australiens. L'hebo se termine avec une partie infos qui dresse une liste d'actions radicales prévues pour la semaine à venir, ainsi que l'information sur l'hebo qui explique aux lecteurs comment s'abonner et comment télécharger l'hebo depuis internet.

L'Anarchist Age Weekly Review coûte 1 \$ par semaine pour les lecteurs qui veulent le recevoir par la poste, il peut être téléchargé gratuitement depuis notre site web. Il est également publié sur a-infos<sup>2</sup> et peut être téléchargé à partir de a-infos.

Dans les années à venir, nous espérons pouvoir rassembler toutes les parties « Anarchist Question and Answer », « Action Box », « Australian Radical History » et « Personal Observation » sous forme de livres, puisque chacune de ces parties représente maintenant plus de cinq cents articles.

Nous encourageons les groupes anarchistes, partout dans le monde, à envisager de sortir des publications hebdomadaires. L'effort que nécessite une telle publication est récompensé par l'intérêt dans l'anarchisme qu'elle suscite dans la société. Le XXI<sup>e</sup> siècle est le siècle de l'anarchisme. L'accroissement de la population, avec des ressources mondiales limitées et le triomphe à court terme de la globalisation capitaliste créent des conditions qui vont attirer vers les idées anarchistes de plus en plus de gens en recherche de solutions aux énormes problèmes auxquels notre espèce est confrontée.

L'anarchisme est une alternative logique, légitime, pacifique et sûre aux tsunami économique et social que crée le capitalisme global, un système qui a besoin de créer des profits sans cesse croissants, sans considération pour leur coût humain, social et environnemental.

Vous pouvez télécharger l'hebo depuis a-infos ou directement depuis le site [anarchismedia.org/weekly.html](http://anarchismedia.org/weekly.html) (chaque jeudi). Vous pouvez nous écrire à l'adresse PO Box 20, Parkville, 3052 Victoria Australia, ou nous envoyer un courriel à [anarchistage@yahoo.com](mailto:anarchistage@yahoo.com).

Tous nos vœux au mouvement anarchiste mondial pour 2005. Soyons subversifs, joyeux et constructifs.

J. T.

Traduction : Relations internationales



1. Il s'agit d'une révolte de mineurs australiens en 1854. Détails en anglais sur <http://www.takver.com/history/eureka.htm>

2. Agence de presse anarchiste. Voir <http://a-infos.ca/org>

# Berlin

## Espaces d'habitation libres



LE 5 FÉVRIER DERNIER, quelque 500 personnes ont battu le pavé à Berlin pour défendre les « espaces d'habitation libres » et les lieux culturels alternatifs. Différents projets d'habitation alternatifs et culturels (Yorck59, W25, etc.)

sont menacés d'expulsion par leurs propriétaires. Yorck59 est un de ces espaces d'habitation menacés d'expulsion. C'est un projet autogéré situé dans le sud de Kreuzberg. Dans l'arrière-cour de cet immeuble vivent soixante personnes dont onze enfants. Mais ce n'est pas seulement un lieu d'habitation. C'est également un espace d'expression politique et culturelle où se rencontrent des organisations comme l'AntiRassistischeInitiative Berlin (Initiative antiraciste de Berlin), l'Anti-Hartz-Bündnis (collectif contre les réformes Hartz IV), des groupes internationalistes, des troupes de théâtre, etc.

En janvier 2004, l'immeuble a été racheté par une société; l'offre d'achat fait par l'ensemble des locataires ayant été rejetée, la situation s'est dégradée et les habitants doivent faire face à un véritable harcèlement (serrures de cadenas à vélo collées, boîtes aux lettres forcées, coupure du câble téléphonique).

La société propriétaire de l'immeuble a ensuite fait savoir aux habitants qu'à partir d'octobre 2004 le loyer allait augmenter de 50 %, rendant impossible toute tentative de trouver un arrangement; les habitants n'ont ni les moyens ni l'envie de payer la somme demandée. Le jugement du 23 décembre 2004 a rendu possible l'expulsion des habitants de l'immeuble qui essayent dès lors de faire pression sur la société propriétaire et de multiplier les actions afin d'éviter l'expulsion.

De son côté, la société, depuis le jugement, a renoncé aux voies légales pour choisir des

méthodes plus musclées. Dans la nuit du 23 au 24 décembre, les étages ont été visités et chaque entrée a été murée à la hâte. Au petit matin, les habitants ont constaté qu'il y avait un nouveau pseudo-locataire; sur le mur était en effet affiché: « Büro Malermeister Lampert » (Bureaux Lampert, peintre en bâtiment).

Les habitants ont tenté de porter plainte; sans succès, la police refusant de l'enregistrer. Après consultation de leurs avocats, les habitants ont libéré l'accès aux pièces condamnées. La police est arrivée sur les lieux appelée par le nouveau locataire. Accompagné du gérant de l'immeuble et d'un serrurier, les policiers ont alors procédé aux changements de serrure pour rendre l'accès impossible à certaines pièces.

Plus tard, les habitants ont remarqué que le gérant avait bien les clés pour accéder aux parties condamnées. Profitant de tout ce tumulte, le gérant ne contenant plus sa rage a frappé un des habitants au visage!

Dans la nuit de la Saint-Sylvestre les habitants ont organisé une grande fête avec une conférence de presse pour montrer leur volonté de lutter. À cette occasion, les pièces condamnées ont été rouvertes et sont depuis à nouveau utilisées par les habitants.

Le 6 janvier 2005, le gérant tenta une nouvelle fois de « s'emparer » des pièces qui avaient été condamnées, sans succès: les habitants et sympathisants ont réussi à s'opposer à cette manœuvre. La police arrivée sur place conseilla cette fois-ci au gérant zélé de ne

plus pénétrer dans l'immeuble. Depuis ce jour, la police est présente devant le Yorck59.

Les habitants et les sympathisants ne sont pas restés inactifs face aux provocations. Ils entendaient bien montrer qu'ils étaient à même de résister et ont donc organisé diverses manifestations et actions.

Contre l'expulsion prévue d'une partie de l'arrière-cour, les habitants ont organisé un grand petit-déjeuner. Et lorsqu'une société informatique (nouveau locataire) a voulu prendre possession de certaines pièces, une soixantaine de personnes étaient là, ce qui a découragé les nouveaux venus...

Le Yorck59 faisant partie des structures de la gauche radicale autonome a naturellement noué des liens avec les autres projets du même type, et c'est dans ce contexte que fut organisée du 13 au 18 décembre 2004 une semaine « culturelle et artistique subversive ». Des liens ont aussi été noués avec l'EHK (un projet d'habitation semblable à Vienne) qui ont abouti à des manifestations simultanées devant les ambassades allemande et autrichienne.

À côté de ces actions « officielles », la société propriétaire et le gérant zélé ont eu à subir quelques désagréments... Ainsi leur cage d'escalier a été taguée, des objets ont été commandés en leurs noms, ils ont dû faire face à un afflux de pizzas... ils ont été abonnés à des journaux dont ils n'avaient jamais entendu le nom, et des petites annonces ont été passées où figurait leur numéro de téléphone, etc.

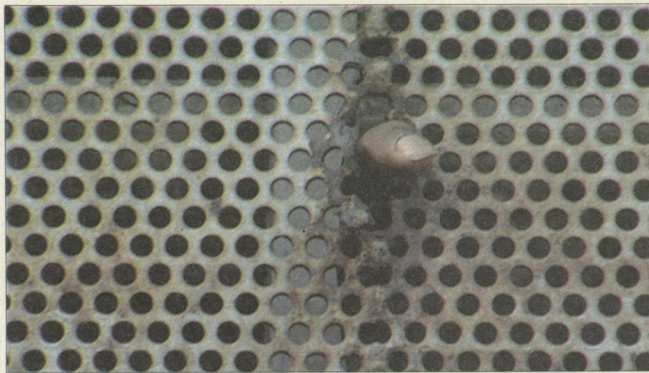
Les habitants, les sympathisants et toutes les personnes qui fréquentent le Yorck59 sont bien décidés à défendre leur lieu de vie...

Olynx

groupe Juillet-1936, Strasbourg



# À bas toutes les prisons et toutes les punitions !



« Mais l'ennui, c'est que pour appliquer la peine de mort, il faut un bourreau. Or le bourreau est un monstre, ou le devient ; et, bourreau pour bourreau, il vaut mieux laisser vivre ceux qui existent plutôt que d'en créer de nouveaux. » Malatesta

« Et quel futur  
Entre quatre murs ?  
Et quelle société  
Pour les Enragés ?... »

Vivre libre ou mourir, Bérurier noir

LA QUESTION DE LA RÉPRESSION a toujours été au centre des utopies anarchistes : on voit mal en effet comment on pourrait, en milieu libertaire, s'en accommoder, tant il paraît absurde de sanctionner la violence par une autre violence. Mais peut-on, doit-on pour autant se passer de toute punition envers ceux ou celles qui ne respecteraient pas la loi commune ? La réponse de Catherine Baker est affirmative.

« Le châtement n'est pas seulement inutile, il est nuisible. »

Son dernier livre, *Pourquoi faudrait-il punir ?* est une critique radicale du système pénal. L'auteure y démontre de façon convaincante – arguments, chiffres et témoignages à l'appui – que la prison n'est pas une solution : loin de résoudre le problème de l'insécurité, elle l'accroît, ne remplissant, dans les missions qu'on lui propose (surveiller, réinsérer, etc.), que celle de punir. Catherine Baker nous rappelle que la prison à perpétuité (qui a remplacé la peine de mort) ou les longues peines ne sont rien d'autre qu'une torture prolongée, de laquelle le prisonnier sort annihilé (souvent drogué) ou révolté contre un système qui le nie. Comme l'écrit un détenu à perpétuité : dans nos démocraties, « on ne tue pas, on laisse mourir ».

Cependant, on ne saurait se satisfaire de solutions de substitution – comme par exemple le bracelet électronique imposé aux détenus en libération conditionnelle, ou les traitements chimiques proposés aux accusés de crimes sexuels. En effet, rien ne sert de lutter contre la prison tant que demeure la volonté de punir, affirme Catherine Baker. En interrogeant les notions de culpabilité, de punition et de réparation, elle démontre l'inutilité du châtement. Ce qu'on appelle bien ou mal est extrêmement variable d'une époque ou d'un pays à l'autre ; et un acte est « criminel » ou non selon le regard que l'on porte sur lui. Ainsi, en démocratie comme en dictature,

la loi n'est-elle jamais que la loi du plus fort, l'expression du pouvoir en place : « Au cœur de toute punition, le plaisir de tenir quelqu'un en son pouvoir, de montrer qui est le plus fort. » L'idée qu'il faudrait punir est donc contestable. Et Catherine Baker de rappeler que si le châtement a toujours besoin d'être justifié, comme le montre la littérature qui lui est consacré (et dont elle donne un aperçu éclairant), la clémence, elle, n'a pas besoin de défenseurs. La loi du talion doit donc être dépassée et remplacée par une justice conciliatrice, qui prend en compte également offensés.e.s et offenseurs. Le problème, pris à sa source, n'est pas : « Comment punir le violeur ? » (par exemple), mais : « Comment n'être jamais ni violeur ni violé ? » À la question, souvent entendue : « Les criminels n'ont pas eu pitié de leur victime, pourquoi devrions-nous nous mettre à leur place ? », Catherine Baker répond avec bon sens : « Parce que nous ne sommes quand même pas tous des assassins. »

## L'abolition du système pénal : une exigence immédiate

Alors même que la répression devient l'unique réponse de l'État à la violence exprimée, que le sentiment d'insécurité est exacerbé par les médias, que l'on punit de plus en plus pour des fautes de moins en moins graves, que les peines sont de plus en plus longues, que des opérateurs privés misent sur le développement de la délinquance en construisant des établissements pénitentiaires... il est plus que jamais indispensable de manifester une opposition radicale au système pénal.

Catherine Baker rappelle qu'en ce domaine, les luttes les plus réformistes (se battre pour de meilleures conditions en prison) ne s'opposent pas aux combats révolutionnaires, car dès qu'on attaque la prison, on remet en cause le système dans son entier :

« Chaque morceau enlevé à la prison est un pan de mur qui s'écroule. »<sup>1</sup> Vouloir l'abolition du système pénal, est-ce de l'angélisme ? Selon elle, l'angélisme est bien plutôt le fait de ceux qui « [s'imaginant] que la prison peut permettre à la société de se protéger de la délinquance en amendant les détenus ». Est-ce une utopie ? Elle rappelle que les abolitionnistes de l'esclavage ou, plus récemment, de la peine de mort, passaient, eux aussi, pour des utopistes...

À nous d'agir maintenant. Le dernier chapitre du livre donne des « pistes abolitionnistes » : comme les autres ouvrages parus aux excellentes éditions tahin party<sup>2</sup>, il se présente surtout comme un point de départ, visant à susciter des réactions. Pour commencer, vous pouvez apporter votre réflexion ou écrire à l'auteur sur le site de discussion : <http://abolition.prison.free.fr>, ou encore, pour les Parisien.e.s, venir la rencontrer à la bibliothèque La Rue, le samedi 19 février, à 15 h 30.

Catherine Baker, *Pourquoi faudrait-il punir ? (Sur l'abolition du système pénal)*, éditions tahin party, 2004.

Caroline Granier  
groupe La Rue

1. Ainsi, le *Monde libertaire* a entamé une campagne pour la libération de Lucien Léger, détenu depuis quarante et un ans (voir l'appel à souscription dans le n° 1381).

2. Les éditions tahin party diffusent des livres « politiques », de tendance égalitariste et libertaire, bon marché (certains sont téléchargeables gratuitement sur leur site) et cherchent à diffuser « des idées ou des informations que les médias ignorent délibérément, qui ne trouvent pas non plus facilement éditeur et qui donc ont peu de chances d'être diffusées et discutées » (<http://tahin-party.org>)

## La raison du plus fort

**IL Y A DES PAUVRES** assignés à résidence dans des cités-dépotoirs périphériques pour que les riches puissent tenir le haut du pavé dans les quartiers centraux « rénovés » ou « réhabilités ».

Il y a des urbanistes chargés de « revaloriser » des secteurs urbains « dégradés » pour les livrer aux requins de l'immobilier, ou les « requalifier » pour les réserver à des gens de qualité.

Il y a des architectes qui dessinent des « immeubles de standing », des « complexes directionnels », des « galeries marchandes », des « palais des congrès » ou des « cités de la musique » et des musées mirifiques afin de rendre la ville plus attractive pour les investisseurs et plus attrayante aux touristes.

Il y a des journalistes qui parlent des « violences urbaines », des policiers partis à la « reconquête des zones de non-droit » et des maires qui veulent aménager des « espaces civilisés » pour bouter les nouveaux barbares hors de la Cité.

Il y a des sociologues qui critiquent la ségrégation et débattent de la « mixité » pour fournir une caution « scientifique » à des opérations de « renouvellement urbain », visant avant tout à renouveler la population, sous couvert d'entrainer la « paupérisation ».

Il y a des anthropologues qui « observent » les allées et venues des citadins sur les places ou dans les rues, comme si les caméras de vidéosurveillance et les rondes de CRS ne suffisaient pas, pour savoir comment ils « se réapproprient » un espace public de plus en plus converti en espace publicitaire.

Il y a des kermesses, des carnavales, des « folles journées », des « nuits blanches » et autres « événements festifs » programmés par les autorités dans des lieux où les habitants qui en auront été chassés pourront toujours revenir se divertir quelques heures en touristes.

Et il y a un cinéaste qui montre que ces phénomènes, ces problèmes et ces projets urbains forment un tout. Qu'on ne peut pas aborder l'un sans le relier aux autres, s'en tenir aux effets sans rechercher les causes, surfer sur les apparences pour mieux (se) cacher la réalité. Un cinéaste qui, à la vue d'une usine fermée pour cause de fusion-acquisition ou de délocalisation alors qu'en face, on se prépare à ouvrir une nouvelle prison, se (nous) demande, au début du film, si « nous avons perdu la raison ». Mais, lorsque l'écran s'éteint et que la lumière se rallume dans la salle, le spectateur a compris que la déraison – la « folie des hommes », comme disent les moralistes à la petite semaine – n'a rien à voir ici. Grâce à un choix d'images et à un montage judicieux, Patric Jean nous fait sentir que c'est « la raison du plus fort » – une logique de classe – qui donne sens à ces fragments de vie urbaine, parfois dérisoires, le plus souvent désolants, qui défilent devant nos yeux.

Ce film n'a, évidemment, pas bénéficié, de la part de la « critique », de l'attention qu'il mérite. Il y a pourtant mieux à faire que de se promener sur le Champ-de-Mars en compagnie d'un politicien arrivé au terme de ses impostures. Allez plutôt constater les dégâts humains que lui ou ses pareils, à tous les niveaux de l'État, laissent faire quand les possédants les autorisent à gouverner, que ce soit à Amiens, Lyon, Marseille ou dans quelque ville située plus au nord, par-delà la frontière franco-belge.

Si le film n'est plus en salle, organisez une projection en contactant : [www.laraisonduplusfort.com](http://www.laraisonduplusfort.com)

Jean-Pierre Garnier

La Raison du plus fort de Patric Jean, documentaire franco-belge, 2004, 1h26.

## Fugues carcérales

### Prisons polonaises 2003

**FUGUES CARCÉRALES** est une aventure humaine et artistique. Après deux années de navigation à vue dans les prisons françaises, c'est en Pologne que le projet a finalement pris corps, grâce à l'adhésion et à l'implication de l'Administration pénitentiaire polonaise et de plusieurs groupes de détenus, hommes et femmes.

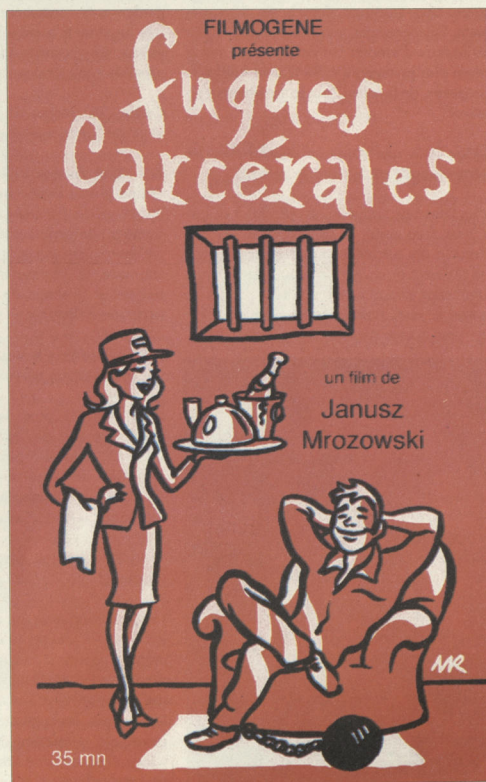
Quatre semaines durant, dans quatre prisons polonaises, le projet a réuni prisonniers et personnel pénitentiaire, deux mondes qui se côtoient, mais que tout sépare. Directeurs de prison, éducateurs, gardiens et détenus ont accepté de jouer le jeu d'imaginer, ensemble, une prison de rêve. Leur regard, volontiers ironique, à la fois sur la prison et sur eux-mêmes donne le

ton à ces films de fiction, dont ils sont co-auteurs et acteurs. Sous une apparente drôlerie, ils posent de vraies questions sur l'enfermement. Pour le directeur général de l'Administration pénitentiaire polonaise, ce film prouve qu'en Pologne, il n'y a pas de tabous dans les prisons.

Janusz Mrozowski

Fugues carcérales, film de Janusz Mrozowski. Sélection officielle au FIPA, Biarritz, janvier 2004, compétition « programmes courts », 35 minutes.

Forum-projection, samedi 12 mars, à 16h30 à Publico, animé par l'équipe de Ras-les-murs.



# Éric Coulaud

## collages

Propos recueillis par Cathy Ytak

Connu pour avoir créé, en 1997, le site Internet. L'Éphéméride anarchiste, Éric Coulaud est aussi un « anartiste ». À l'occasion d'une exposition de ses collages à Publico, il nous parle de son travail créatif.

Éric Coulaud exposera quelques-uns de ses collages à Publico, à partir du 18 mars 2005, à 18 heures.

**Cathy:** Quand as-tu fait tes premiers collages ?

**Éric:** Il y a une dizaine d'années, je crois. Quand j'ai cessé de travailler en atelier où j'avais la possibilité de créer des objets. Comme je ne pouvais plus le faire dans mon nouveau poste de travail, j'ai transposé ce besoin créatif dans les collages.

**Cathy:** Tu es donc passé d'une création en trois dimensions, à une création en deux dimensions. Est-ce que cela ne te manque pas ?

**Éric:** Non, ce qui manquait, c'est l'opportunité de créer. Cela dit, je n'exclus pas un support par rapport à un autre. C'est vrai que j'aime bien fabriquer des choses avec mes mains. Dernièrement, je me suis mis à sculpter des noyaux d'avocats. Un collage, c'est quand même plus pratique, il suffit d'avoir une paire de ciseaux, de la colle... Tout le monde peut s'y essayer.

**Cathy:** Dans une sculpture comme dans les collages, quelle est la place du hasard ?

**Éric:** Dans une sculpture, je réfléchis à ce que je veux faire avant, et dans certains cas cela nécessite des calculs. Le résultat final est parfois différent de ce que j'avais imaginé, mais je commence toujours avec une idée précise de ce que je veux faire. Dans les collages, il y a une plus grande part de hasard, on est tribu-

taire de ce qu'on a sous la main. L'idée vient souvent en cours d'élaboration.

**Cathy:** Y a-t-il des artistes qui t'ont inspiré ?

**Éric:** Oui, bien sûr, et je voudrais rendre hommage à Jacques Prévert. La découverte de ces collages a été un déclic pour moi. J'ai essayé de l'imiter, dans l'esprit. Quand j'ai réalisé *Bénédiction champêtre*, par exemple, où l'on voit une image de Dieu sur un vieux tracteur, je pense que je suis vraiment dans l'esprit de Prévert. Ce qui me plaît dans ses collages, c'est leur humour, leur côté transgressif, antireligieux et subversif. Si j'ai fait des choses totalement différentes par la suite, j'ai essayé de garder ce fil conducteur. Une autre influence très importante a été celle du surréalisme. Le collage est vraiment un outil surréaliste par excellence, où l'inconscient joue à plein.

**Cathy:** Tes œuvres sont très différentes les unes des autres, y a-t-il une raison à cela ?

**Éric:** Tout dépend de l'élément de départ... Quand je suis tombé sur de vieilles gravures du XIX<sup>e</sup> siècle, j'ai créé toute une série de collages en y incorporant des images couleurs et modernes, en jouant sur le décalage et le contraste. Si j'utilise des images tirées de magazines féminins, les choses seront forcément très différentes au final.

**Éric:** La nudité et la sexualité sont des thèmes très présents dans tes collages...

**Cathy:** Oui. Comme chez les surréalistes ! Je pense que tout processus créatif est intimement lié et inspiré par la sexualité. S'il y a beaucoup de corps nus dans mes collages, c'est peut-être parce que je suis naturiste et que j'aime la nudité et la liberté des corps.

**Éric:** Peux-tu nous expliquer comment tu procèdes ?

**Cathy:** Je commence par feuilleter des revues, je découpe des photos, au cutter ou à la paire de ciseaux, soit pour leur qualité esthétique, soit parce que j'y vois une possibilité d'en détourner le sens. J'essaie alors d'associer les formes, les couleurs, les contrastes, de trouver des éléments qui permettent de créer une nouvelle image. Contrairement à des collages qui seraient faits par ordinateur, je ne peux pas modifier la

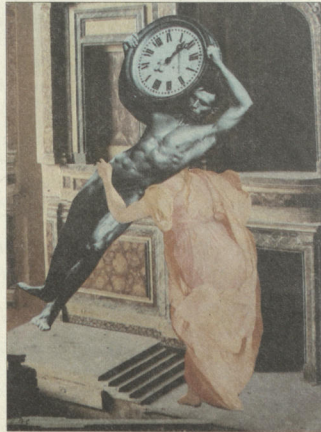
taille des éléments. C'est une contrainte, mais cette contrainte fait partie de la création. Dans une sculpture, ça peut être la dureté des matériaux, dans les collages, ce sont les couleurs, les dimensions, etc. Il y a aussi le mode d'exécution. Certaines réalisations nécessitent des découpes très minutieuses. J'ai notamment des collages sur timbres postes, ou sur cartes postales. D'autres s'apparentent davantage à de l'art brut, avec des éléments déchirés.

**Cathy:** Sculptures, collages, tu t'intéresses également à la photographie... Mais tu n'as jamais exposé ton œuvre, pour quelle raison ?

**Éric:** Je considère que créer fait partie de la vie. Mais une fois la création réalisée, je n'éprouve pas le besoin de la montrer, sinon à mes amis. Et aussi parce que je ne veux pas rentrer dans une logique marchande. Un jour, Sébastien Doubinsky m'a demandé des collages pour illustrer un de ses recueils de poèmes. Puis, grâce à André Robèr, j'ai commencé à collaborer à la revue *Anartiste*. Je vais prochainement exposer à Publico, mais c'est encore, pour moi, comme partager mes réalisations avec des amis.

Éphéméride anarchiste: <http://club.fr/ytak>

Quelques collages d'Éric peuvent être vus sur <http://club.fr/ytak/ericpage1.html>



# Rouen

## Forum social libertaire

Organisé par la librairie l'Insoumise,  
les groupes de Rouen, du Havre, de Caen de la FA  
par le groupe Soleil noir et la CNT Rouen.

Le samedi 12 mars, de 13 à 23 heures

Maison de l'université, à Mont-Saint-Aignan, près de Rouen

L'IDÉOLOGIE LIBÉRALE, en réduisant nos vies au seul aspect marchand, est vécue par beaucoup d'entre nous comme une insoutenable oppression.

Qu'il s'exprime dans la rue, sur nos lieux de travail, dans le monde associatif, le refus de cette société fédère un nombre grandissant de personnes. Un refus qui construit les luttes sociales mais s'autolimité souvent en ne portant pas de projet de société en rupture avec le capitalisme.

Un autre monde est possible, c'est à présent une idée communément admise, et c'est en soi une victoire. Un autre monde, oui, mais lequel? Comment imaginer une société où l'individu est au centre de l'organisation sociale, où la satisfaction des besoins et le partage égalitaire des richesses remplacent le profit, où l'entraide et la liberté remplacent le pouvoir et la coercition?

Ces questions seront au centre des débats proposés par le Forum social libertaire de Rouen. Venez en débattre avec nous.

### Débats

**14h30:** Féminisme et anarchisme, avec Élisabeth Claude. Dans le monde entier, les femmes vivent une oppression spécifique, du simple fait d'être femmes. Le patriarcat est présent et le capitalisme s'en sert sans vergogne. Comment faire régresser le patriarcat et les violences machistes sans s'engluer dans un combat institutionnel?

**15 heures:** Laïcité et religions, avec Jocelyn Bézecourt et Jean-Michel Sahut, du CREAL. On célèbre, en 2005, la loi de 1905 (séparation de l'Église et de l'État), mais la laïcité n'a jamais autant été mise à mal. Religions et sectes veulent maintenir l'être humain dans l'ignorance pour mieux lui faire courber l'échine...

**15h30:** La décroissance, avec Jean-Pierre Tertrais. Une nouvelle religion est née, celle de la croissance économique. Cette croissance forcée n'engendre qu'exploitation, guerres et épuisement des ressources de la planète. La

décroissance et le refus du capitalisme sont donc des nécessités absolues.

**17 heures:** Luttes sociales et pratiques libertaires, avec des syndicalistes et des acteurs du mouvement social. La volonté de s'organiser à la base, visible dans la remise en cause des syndicats traditionnels, est encourageante pour l'autonomie du mouvement social. Comment développer des pratiques libertaires (démocratie directe, etc.) afin de dépasser la seule résistance et de poser les bases d'un autre futur?

### Radio Libertaire

(89.4) diffusera les bons moments du FSL sur Paris et la région parisienne.

### CinémaAction

**14 heures:** Moulinex ou la mécanique du pire de Gilles Balbastre. Sorti en 2003, ce documentaire implacable en dit long sur les logiques financières criminelles. En interviewant cadres et ouvriers de Moulinex, ex-leader de l'électroménager, le réalisateur propose un jeu de miroir grinçant. Les dirigeants surfent sur la vague. Les prolos restent KO. Air connu. Gilles Balbastre, outre le fait qu'il fait des reportages pour Antenne 2, collabore au Monde diplomatique et à PLPL.

### Salon du livre anarchiste

**13 à 23 heures :** Avec la librairie l'Insoumise, les éditions du Monde libertaire, les Éditions libertaires, l'Insomniacque, etc., et des revues et des journaux (Émancipation, le Combat syndicaliste, PLPL, le Libertaire, etc.).

### Spectacles

**20 heures (précises) :** 5 euros. Putain d'usine (la pièce), d'après le livre de Jean-Pierre Levaray. Par la Cie des Papiers froissés (Lyon).

**21 heures :** Fred Alpi (chansons blues-punk).

**Stands, buvette, repas froid.**  
**Entrée libre, sauf spectacles.**



## Une table pour Radio libertaire

IL Y A QUELQUES SEMAINES, l'équipe de Radio libertaire lançait un appel à souscription sur les ondes et dans les colonnes du Monde libertaire dans le but d'acquiescer une nouvelle table de mixage. Celle-ci coûte 15000 euros, et il nous faut réunir par le biais de la solidarité la somme de 7500 euros pour faire la soudure avec nos propres fonds disponibles.

Véritable mise en pratique de nos idées libertaires, la radio fonctionne déjà tout au long de l'année et ce depuis plus de vingt ans grâce au concours militant de celles et ceux qui l'animent et de son auditoire qui la soutient physiquement et financièrement.

Alors pourquoi cette dépense supplémentaire pour une nouvelle table de mixage nous direz-vous? Tout simplement parce que le renouvellement de ce matériel devient incontournable au bout de dix ans de bons et loyaux services et que sa maintenance devient de plus en plus lourde.

Mais rassurez-vous, l'ancienne ne sera pas pour autant jetée à la poubelle comme un truc consommable parmi tant d'autres sur cette planète. Elle trouvera nouvelle utilisation dans le milieu associatif dès que nous pourrons acquiescer sa remplaçante.

À cette heure, au vu des premières réactions de soutien, nous pouvons nous déclarer optimistes quant à la réalisation de cette souscription. En effet, nous avons déjà reçu de votre part à toutes et tous la somme de 2600 euros!

Nous adressons d'ores et déjà nos chaleureux remerciements à Dominique B. (Juvignac), Robert C. (Marseille), Gérard D. (Melun), Caroline G. (Paris), Dominique T. (Domont), X. (Paris), Gaston J.-B. (Oléron-Sainte-Marie),

Stéphanie G. (Paris), Benjamin M. (Paris), Serge B. (Saint-Leu-la-Forêt), Benjamin B. (Paris), Thierry P. (Sannois), Bernard H. (Paris), Hervé S. (Paris), Alexane C. (Torigni-sur-Vire), Jean M. (Gentilly), Ariane L. de S. (Paris), Bruno S. (Saint-Brice), Colin B. (Montigny), Michelle P. (Paris), Michel V. (Lisses), Sami R. (Paris), M.-Hélène P. (Paris), Alain G. (Bruyères-le-Châtel), Claude K. (Maisons-Alfort), Bruno A. (Sannois), Gérard G. (Vanves), Daniel B. (Saint-Jean-de-Fosses), André H. (Gonesse), CNT Éducation, Robert V. (Paris), Virginie M. (Montreuil), Michel L. (Boissy-Saint-Léger), F. (Paris), Bruno P. (Paris), Élisabeth C. (Bagnolet), Maria de G. (Montreuil), Norbert D. (Paris), Isabelle V. (Le Blanc-Mesnil), Jean-Louis L. (Le Blanc-Mesnil), Jean-Claude R. (Saint Denis), Jean-Jacques M. (Rueil-Malmaison), Régis R. (Paris), Guillaume F. (Paris), Claude G. (Meudon), Jérôme D. D. (Villeneuve-d'Ascq), Jean-Marie B. (Paris), Pierre L. (Paris), Stéphanie L. (Tessancourt-sur-Aubette), Bernard J. (Paris), Thierry F. (Guyancourt), Geneviève G. (Bures-sur-Yvette), Jacques G. (Nans-les-Pins), Marie-France M. (Nans-les-Pins), Gilbert L. (Sucy-en-Brie), Jacques L. (Sannois).

Salutations anarchistes

### Le secrétariat de Radio libertaire

Pour rappel, les chèques sont à rédiger à l'ordre de DMC, et n'oubliez pas de préciser au dos du chèque « Souscription ».

Tout envoi doit être effectué au 145, rue Amélie, 75011 Paris.



### Vendredi 4 mars

#### Radio Zam émission d'Espéranto-Jeunes de 17h30 à 19 heures

Reçoit Claude Hagège, professeur de linguistique au collège de France et défenseur du « multilinguisme ». « Assez hostile à l'espéranto, il a néanmoins évolué sur ce point. Des espérantistes ont souhaité le rencontrer, afin d'enregistrer une émission pour ITV (futur télévision espérantophone qui a ses studios au Brésil.) Radio Zam vous livre en exclusivité des extraits de l'entretien.

### Offensive de 21 à 22h30

L'échappée est une nouvelle maison d'édition créée par deux militants libertaires. L'émission présentera le projet dans son ensemble ainsi que les trois premières parutions: Qu'est-ce que l'anarchisme? d'Alexander Berkman, Histoire désordonnée du MIL d'André Cortade et Pour en finir avec le sexisme de Guillaume Carnino.

### Dimanche 6 mars

#### Chants/Contrechamps de 15h30 à 17 heures

Sur le thème de l'image au service de l'engagement (l'excision, la mondialisation, l'Irak...), autour des films Les tortues volent aussi de Bahman Ghobadi, Le Cauchemar de Darwin de Hubert Sauper, Moolaadé de Sembene Ousmane et des entretiens avec la comédienne africaine Fatoumata Coulibaly et le documentariste autrichien Hubert Sauper.

### Lundi 7 mars

Les mangeurs de terre de 9h30 à 11 heures Émission écolo-libertaire. Incinérateurs et dioxyde - interview de Jocelyn Perret directeur du CNIID (centre national d'information indépendante sur les déchets).

Les destinées de l'Histoire de 18 à 20 heures avec Patrick J. Geary universitaire américain pour son livre intitulé Quand les nations réinventent l'histoire, sous-titré, L'invention des origines médiévales de la France aux éditions Aubier.



## Jeudi 3 mars

### Paris 11<sup>e</sup>

Fred Alpi en concert au Zèbre-de-Belleville, à partir de 20 heures, au 63, bd de Belleville.

## Jeudi 10 mars

### Paris 11<sup>e</sup>

Débat autour de la misère humaine en milieu publicitaire organisé par la librairie Quilombo au CIGP, 21<sup>er</sup>, rue Voltaire à 19h45.

## Vendredi 11 mars

### Paris 5<sup>e</sup>

Colloque sur Louise Michel au Centre Panthéon, 12, place du Panthéon; Salle du Conseil, Galerie Soufflot, 1<sup>er</sup> étage, de 14 à 19 heures.

## Vénissieux

Représentation des *Monologues du Vagin* à la salle Erik Satie, rue Prosper-Alfaric, métro Vénissieux, à 20h30. PAF: 7 euros.

Lénine est mort, Staline est mort, et Marie-George ne se sent pas très bien...

#### Leur communisme, c'était :

- la société écrasée par l'État
- les fonctionnaires du Parti qui remplacent les patrons
- la police et l'armée pour mater les travailleurs

#### Notre communisme c'est :

- L'égalité économique et sociale
  - L'abolition du salariat et l'autogestion généralisée
  - La fédération des communes libres remplaçant l'État
- Alors, socialisme autoritaire ou socialisme libertaire ?

#### LA LIBERTÉ CONTRE L'ÉTAT

Réunion publique mardi 22 mars à partir de 20 heures, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès (face au moulin), M<sup>o</sup> Porte-d'Ivry ou Pierre-Curie. Entrée libre dès 19 heures, bar et petite restauration sur place.

## Samedi 12 mars

### Paris 5<sup>e</sup>

Suite du colloque sur Louise Michel de 9 à 19 heures, à la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Turgot.

### Paris 18<sup>e</sup>

Rencontre-débat avec Jean-Manuel Traimond, autour du thème de La critique du progrès technique d'après Ivan Illich, Jacques Ellul et Paul Virilio, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Abbesses ou Blanche.

## Dimanche 13 mars

### Paris 11<sup>e</sup>

Soirée de solidarité aux longues peines et à Lucien Léger (détenu depuis plus de quarante ans dans les prisons françaises, qui a entamé une action en justice devant la Cour européenne des droits de l'Homme, contre l'État français). Débat animé par le comité de soutien pour la libération de Lucien Léger et Gabriel Mouesca, président de l'Observatoire international des prisons, puis musique avec Mispent Youth (punk rock) et les Skalopes (ska). À partir de 17h00, au CIGP, 21<sup>er</sup>, rue Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. PAF: 5 euros.

## Vendredi 18 mars

### Besançon

Réunion publique organisée par le groupe Proudhon de la FA sur le thème de l'Altermondialisme et l'anticapitalisme, avec Michel Barrillon et l'équipe de la revue *Charivari*, au 5, rue Marulaz, à 20h30.

## Samedi 19 mars

### Paris 11<sup>e</sup>

Vernissage à la librairie du Monde libertaire de l'exposition de collages d'Éric Coulaud, à 18 heures, au 145, rue Amelot, métro Filles-du-Calvaire, République ou Oberkampf.

## Gand (Belgique)

5<sup>e</sup> foire internationale du livre alternatif & libertaire à « De Centrale », Kraankinderstraat 2, de 10 heures à 20 heures. Entrée libre.

## Mardi 22 mars

### Ivry

Le groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste) organise une réunion publique: « La liberté contre l'État; socialisme libertaire ou socialisme autoritaire? ». À partir de 20 heures, au Forum Léo-Ferré, 11 rue Barbès (face au moulin), M<sup>o</sup> Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. Entrée libre, bar et petite restauration sur place.

## Samedi 21 mai

### Paris 18<sup>e</sup>

Rencontres-débats avec Éric Hazan, autour de son livre: *Chroniques de la guerre civile*, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Abbesses ou Blanche.

# agenda



Depuis 1981, fidèle à ses engagements d'origine, Radio libertaire n'a jamais cessé et ne cessera jamais de se battre pour la liberté des ondes. Elle revendique son autonomie vis-à-vis de l'État et refuse de tomber dans le système des radios commerciales, des radios fric.

Sa volonté d'être hors du champ capitaliste et mercantile ne lui permet pourtant pas d'échapper à la réalité de ce vieux monde qu'on promet à la casse. C'est pourquoi elle fonctionne aussi grâce au soutien financier sans faille de ses auditeurs et auditrices mais également de tous les sympathisants de l'idée anarchiste.

Aujourd'hui, Radio libertaire doit trouver des fonds supplémentaires pour s'équiper d'une nouvelle table de mixage. Elle coûte 15 000 euros.

Une « paille ! », dirait Édouard Rothschild qui vient de se payer une feuille jadis maoïste pour 20 millions d'euros.

Toujours est-il que le pécule de Radio libertaire est un peu mince pour cette dépense.

Aussi, une souscription est lancée et fait à nouveau appel à la solidarité de toutes et de tous qui êtes attachés à cette fréquence pour réunir la somme de 7500 euros.

Bien sûr, l'équipe ne manquera pas de vous tenir informés par les ondes et dans *le Monde libertaire* de l'évolution de cette souscription jusqu'à la réalisation de l'achat de sa nouvelle table de mixage.

Salutations anarchistes

Le secrétariat de Radio libertaire.

P.-S. les chèques sont à rédiger à l'ordre de DMC, et à envoyer à :  
Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris.  
Sans oublier de préciser au dos du chèque « souscription »

Merci



LIBERTE D'EXPRESSION  
LA  
VOIX LIBERTAIRE  
NE SE TAIRA  
PAS !

SOUTENEZ RADIO LIBERTAIRE  
ENVOYEZ LETTRES  
ET TELEGRAMMES A :  
PUBLICO  
145, RUE AMELOT  
75011 PARIS.



89.4 fm

la voix sans dieu sans maître et sans publicité